



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**POLITIQUES RATIONNELLES  
ET BONNES PRATIQUES  
SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA**

BROCHURE N°

**3**

# Perfectionnement et soutien des éducateurs



POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES  
SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

Brochure 3

**PERFECTIONNEMENT ET SOUTIEN  
DES ÉDUCATEURS**

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

UNESCO  
7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP  
France

Site Web : <http://www.unesco.org/aids>  
Courriel : [aids@unesco.org](mailto:aids@unesco.org)

Tous droits réservés. Ce document peut être librement revu, résumé, reproduit ou traduit, en tout ou en partie, mais non vendu ou employé à des fins commerciales.

Référence suggérée pour les citations :  
UNESCO. 2010. Brochure 3 : Perfectionnement et soutien des éducateurs. Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA (série de brochures). Paris, UNESCO.

Conception graphique et maquette : Anna Mortreux  
Photos : 2007 © Rabin Chakrabarti, Gracieusement fournies par Photoshare

Composition et impression aux presses de l'UNESCO  
© UNESCO 2010

Imprimé en France  
(ED-2006/WS/4 Rev // cld 4888\_9)

# TABLE DES MATIÈRES

Sigles et acronymes .....	4
Remerciements .....	5
Avant-propos .....	6
<b>1. Introduction .....</b>	<b>8</b>
<b>2. Perfectionnement et soutien des éducateurs .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1</b> Promouvoir la sensibilisation des éducateurs aux besoins des enfants et de leurs environnements .....	11
<b>2.2</b> Améliorer la formation des éducateurs .....	12
<b>2.3</b> Faire en sorte que les éducateurs puissent faire leur travail dans un environnement favorable .....	17
<b>3. Le comportement de l'éducateur .....</b>	<b>22</b>
<b>3.1</b> S'attaquer au problème de la violence et des abus sexuels à l'école .....	23
<b>4. Prévention, soins, traitements et soutien concernant les éducateurs infectés ou affectés par le VIH .....</b>	<b>24</b>
<b>4.1</b> Élaborer des politiques globales pour le lieu de travail .....	25
<b>4.2</b> Prendre des mesures de réduction du risque de VIH .....	28
<b>4.3</b> Lutter contre la stigmatisation et la discrimination .....	29
<b>4.4</b> Assurer un accès aux services et au soutien .....	30
Bibliographie .....	33
Réponse de l'UNESCO au VIH et SIDA .....	35
Outils fonctionnels d'EDUSIDA .....	36
Sites Web Utiles .....	38

## SIGLES ET ACRONYMES

ADEA	.....	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AMREF	.....	Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique
ARV	.....	Antirétroviral
CAPNET	.....	Réseau des éditeurs des Caraïbes
CARICOM	.....	Communauté des Caraïbes
CTV	.....	Conseils et tests volontaires
EDC	.....	Education Development Center, Inc.
EDUSIDA	.....	Initiative mondiale d'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA
EFTP	.....	Enseignement et formation techniques et professionnels
EPT	.....	Éducation pour tous
ESART	.....	EduSector AIDS Response Trust
ETII	.....	Équipe de travail interinstitutions
FNUAP	.....	Fonds des Nations Unies pour la population
FRESH	.....	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
IE	.....	Internationale de l'éducation
IPE	.....	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation
ISP	.....	Internationale des services publics
OIT	.....	Organisation internationale du Travail
OMS	.....	Organisation mondiale de la santé
ONG	.....	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	.....	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PATH	.....	Program for Appropriate Technology in Health
RESAFAD	.....	Réseau africain de formation à distance
SHAPE	.....	Renforcement des partenariats sur le VIH/SIDA dans l'éducation
SIDA	.....	Syndrome d'immunodéficience acquise
TAR	.....	Thérapie antirétrovirale
TIC	.....	Technologies de l'information et de la communication
UNESCO	.....	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	.....	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	.....	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	.....	Virus de l'immunodéficience humaine
VSO	.....	Voluntary Service Overseas

## REMERCIEMENTS

La présente brochure a été initialement produite par la Section de l'éducation pour une meilleure qualité de la vie de la Division de la promotion d'une éducation de qualité de l'UNESCO et rédigée par Kathy Attawell (consultante) et Katharine Elder (UNESCO). Elle a été mise à jour et rééditée par la Section VIH et SIDA de la Division de la coordination des politiques des Nations Unies en matière d'éducation de l'UNESCO.

Les auteurs tiennent à remercier, en particulier, pour leur soutien Mary Joy Pigozzi, Christopher Castle et Dulce Almeida-Borges de l'UNESCO, qui sont à l'origine de l'élaboration de cette brochure et des autres de la même série. Ils remercient également pour leurs observations tous ceux qui ont relu les versions précédentes de ce texte, à savoir Jack Jones (OMS) ; Rick Olson, Cooper Dawson et Cream Wright (UNICEF) ; et Lucinda Ramos, Sanye Gulser Corat, Justine Sass, Tania Boler, Ted Nierras et Anna Maria Hoffmann (UNESCO).

Les auteurs sont reconnaissantes aux membres du personnel de l'UNESCO qui ont contribué à ce travail en apportant leurs suggestions et observations et en relisant divers projets, en particulier Christoforos Mallouris et Rebecca Ferguson, qui ont mis à jour l'édition anglaise de 2008.

L'élaboration de cette brochure n'aurait pas été possible sans la coopération et l'assistance de collègues de l'UNESCO et d'autres qui ont enrichi cette brochure de leurs expériences personnelles, des enseignements qu'ils en ont tirés et d'importants documents et autres matériels.

## AVANT-PROPOS

Les effets du VIH et du SIDA sur les systèmes éducatifs et dans les salles de classe partout dans le monde sont de plus en plus considérés comme un obstacle important sur la voie du développement, pour ce qui est notamment de réaliser l'Éducation pour tous (EPT) et d'atteindre les six objectifs définis par le Forum mondial sur l'éducation, à Dakar, en avril 2000. Pour continuer de progresser vers ces six objectifs, il faut un surcroît de volonté et d'action en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies globales qui tiennent compte de l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants, les éducateurs, les établissements d'enseignement et l'ensemble du secteur de l'éducation. Par ailleurs, des objectifs de développement plus vastes touchant la réduction de la pauvreté, l'accès à la santé et l'expansion de l'éducation, notamment ceux inscrits dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ne sauraient être atteints sans une prise en compte effective de l'épidémie du SIDA et une réponse adéquate à ce phénomène.

Des difficultés nous attendent, mais aussi des possibilités de planifier l'avenir de manière stratégique en tirant parti des expériences passées et des leçons que nous en tirons.

Le besoin d'une meilleure information d'ordre empirique sur les interventions réussies en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA se fait encore sentir mais l'on en sait déjà beaucoup sur les bonnes pratiques et politiques en matière de réponses du secteur de l'éducation à cette épidémie. Cette série de brochures consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA vise à élargir le champ de nos connaissances par des idées nouvelles, des constats essentiels et des exemples de programmes. Les personnes chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes peuvent se référer à ces constats et exemples pour préparer les systèmes éducatifs à faire face aux besoins des apprenants et des éducateurs.

Cette série de brochures part du principe que le rayonnement du système éducatif ne se limite pas à l'école et touche le foyer, la communauté, le centre religieux et d'autres lieux d'apprentissage, faisant ainsi intervenir les pratiques éducatives en milieu formel, non formel et informel.

Considérant que seules les solutions locales permettront de surmonter les difficultés locales, cette série de brochures se donne pour objet de rassembler diverses expériences en matière de programmes et de politiques émanant de différentes régions sur lesquelles il serait possible de s'appuyer pour pourvoir aux besoins en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA au niveau des communautés, des districts et des pays.

Notre espoir est que cette série consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA sera utilisée par un large éventail de personnes qui s'emploient à répondre au VIH et au SIDA par le biais de l'éducation. L'inventaire n'est aucunement exhaustif et les exemples donnés sont censés inspirer des approches novatrices qui tirent parti des ressources, des compétences et des expériences existantes. Ces brochures sont aussi censées constituer des documents « vivants » qui se prolongeront dans les progrès futurs. C'est ainsi qu'en 2008, les trois premières brochures de cette série ont été révisées et actualisées par l'inclusion de nouveaux exemples et constats essentiels, et de nouvelles brochures ont été mises au point pour fournir une information plus approfondie et des exemples sur d'autres domaines thématiques essentiels.

Nous espérons que les utilisateurs de ces brochures et d'autres de la même série y verront des outils utiles. Les réactions des utilisateurs seront les bienvenues et nous les encourageons à aider au développement de cette série de publications par leurs contributions et leurs expériences.

**Mark Richmond**

Directeur de la Division de la coordination des priorités des Nations Unies  
en matière d'éducation  
Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA

Brochure **3**

## **PERFECTIONNEMENT ET SOUTIEN DES ÉDUCATEURS**

## 1. INTRODUCTION

Les actions relatives au VIH et au SIDA menées dans le secteur de l'éducation sont pour la plupart centrées sur les apprenants et les programmes d'enseignement scolaire. On se préoccupe peu d'aider les éducateurs à surmonter les difficultés nouvelles créées par cette épidémie. Et on se préoccupait encore moins de protéger les éducateurs contre l'infection par le VIH et de leur fournir les soins, les traitements et le soutien nécessaires aux éducateurs infectés ou affectés par le VIH et le SIDA. Très peu nombreux étaient également les programmes axés sur les besoins d'autres membres du personnel de l'éducation tels que les planificateurs, les gestionnaires et le personnel d'appui.

La présente brochure examine les aspects suivants :

- **Perfectionnement et soutien des éducateurs**

Les ministères de l'éducation, les établissements de formation des maîtres et les programmes de perfectionnement professionnel continu des enseignants sont désormais appelés à se pencher sur les problèmes du VIH et du SIDA dans la formation initiale en cours d'emploi des enseignants. On trouvera dans la présente brochure un certain nombre d'exemples des approches adoptées pour la formation des enseignants à l'éducation relative au VIH et au SIDA.

- **Comportement des éducateurs**

La lutte nécessaire contre les abus et violences sexuels dans les écoles est un facteur important de promotion d'un environnement d'apprentissage favorable pour les apprenants ainsi que d'un environnement de travail positif pour les éducateurs.

- **Prévention, soins, traitements et soutien à l'intention des éducateurs infectés ou affectés**

Outre la nécessité de préparer les éducateurs à faire face au VIH et au SIDA dans les écoles, le secteur de l'éducation est désormais appelé à pourvoir aux besoins en matière de soins et de traitement des enseignants et du reste du personnel du secteur de l'éducation infectés ou affectés par le VIH.

*« Beaucoup de gens ont peut-être entendu parler du VIH et du SIDA au Pakistan mais peu nombreux sont ceux qui en savent effectivement assez sur cette épidémie. Même des fonctionnaires très instruits dans la capitale du pays ou dans les capitales provinciales ignorent comment le virus du SIDA se transmet d'une personne à une autre et quelles mesures de précaution peuvent les protéger de l'infection.*

*Pour un pays à risque élevé comme le Pakistan, la première des priorités devrait consister à sensibiliser le grand public au VIH et au SIDA et à lui fournir des renseignements sur la prévention. Les adultes, y compris les enseignants, au Pakistan sont désireux de savoir et disposés à écouter. Le Ministère de l'éducation n'est pas opposé à la formation des enseignants ni à leur dotation en manuels sur la manière de diffuser cette information préventive auprès de leurs élèves. On ne peut pas toucher les élèves sans convaincre d'abord les enseignants, les parents et l'ensemble de la communauté. »*

Un administrateur de programme d'éducation,  
Point focal pour le VIH et le SIDA  
UNESCO Islamabad

## 2. PERFECTIONNEMENT ET SOUTIEN DES ÉDUCATEURS

Les éducateurs jouent un rôle important en tant que source de renseignements exacts et de savoir-faire, en tant qu'adultes avec lesquels les jeunes peuvent discuter de certaines choses, en tant que modèles et mentors et en tant que militants pour des environnements scolaires sains. L'épidémie du VIH rend ce rôle encore plus capital. Il faut que les éducateurs soient dotés des moyens de faire face à l'impact du VIH et du SIDA dans la salle de classe, y compris en s'occupant de classes plus nombreuses et diversifiées sur le plan de l'âge, en apportant un soutien aux apprenants infectés et affectés et en dispensant une éducation sur le VIH et le SIDA.

L'épidémie signifie aussi que les systèmes et les contextes éducatifs et les éducateurs devront assumer de nouvelles responsabilités. Pour pourvoir aux besoins des apprenants affectés par l'épidémie, il faudra peut-être que les écoles dispensent une formation pour l'acquisition de compétences professionnelles et productrices de revenus, fournissent des conseils aux enfants ayant des problèmes psychosociaux et émotionnels et jouent un rôle plus large de protection sociale. Il peut s'agir en l'occurrence, par exemple, d'identifier les orphelins et les enfants à risque

et de fournir un soutien nutritionnel. Ces missions supplémentaires leur imposeront peut-être de sortir de l'environnement de l'apprentissage pour toucher les familles, les communautés et d'autres secteurs.

L'élaboration de réponses efficaces du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA et l'aptitude à surmonter ces nouvelles difficultés sont tributaires d'une formation et d'un soutien efficaces des enseignants et de l'engagement, de la confiance, des connaissances, des attitudes et des qualifications des éducateurs.

Les politiques et programmes doivent permettre d'assurer que les éducateurs disposent des connaissances et des qualifications pertinentes, de l'accès aux matériels, des ressources appropriées, de la confiance et de la motivation nécessaires pour traiter les questions relatives au VIH et au SIDA, ainsi que du soutien des ministères de l'éducation, des enseignants principaux et des communautés. L'intervention active des enseignants dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes relatifs au VIH et au SIDA revêt une importance capitale.

### Les carences des programmes scolaires

Les carences relevées dans les programmes scolaires sur le VIH et le SIDA sont, notamment, les suivantes :

- Conceptualisation - Le VIH et le SIDA ne constituent pas une matière d'enseignement en soi, nécessitant ses propres éducateurs et formateurs d'enseignants.
- Intégration des programmes - Même si le VIH est intégré, il peut s'agir d'un saupoudrage sur le programme d'enseignement et, bien souvent, un sujet facultatif extrascolaire qui ne touche pas nécessairement tous les apprenants.
- Liens - Les programmes scolaires sur le VIH et le SIDA ne sont pas bien reliés à l'éducation sanitaire et aux services de santé.
- Méthodes d'enseignement - Les méthodes d'enseignement reposent sur les cours donnés à des classes entières, laissant peu de place à l'apprentissage participatif, à l'éducation par les pairs, à la participation des communautés ou à l'intervention de personnes vivant avec le VIH.
- Compétence des enseignants - Les éducateurs ne sont ni professionnellement ni personnellement préparés à dispenser un enseignement sur le VIH et le SIDA ou à faire face à leur impact ; nombre d'entre eux s'inquiètent de leur propre manque de connaissances et de compréhension et ne sont pas très à l'aise pour traiter de sujets sensibles ou tabous.
- Soutien aux programmes et aux enseignants - Les matériels et les capacités de soutien aux éducateurs sont peu nombreux par rapport aux autres matières enseignées.

### Les enseignements de l'éducation relative au VIH et au SIDA dans le cadre scolaire

Il ressort d'une étude sur l'enseignement des questions relatives au VIH et au SIDA en Inde et au Kenya que de nombreux enseignants font état de difficultés de discuter de ces questions avec leurs élèves et ont opté pour un enseignement sélectif privilégiant les messages sur l'abstinence. En Inde, il n'y a pas de cours sur le VIH dans certaines écoles, tandis qu'au Kenya, l'enseignement sélectif s'expliquait par les attitudes négatives à l'égard des préservatifs et des rapports sexuels protégés (ActionAid International, 2003).

Principales difficultés signalées par les enseignants :

- Conflit entre le contenu des programmes et les normes et les présupposés sociaux concernant les jeunes et la sexualité, et réticence à parler du VIH et du SIDA à des élèves du sexe opposé. Des classes surchargées, un programme d'enseignement déjà complet et le manque de temps. La moitié des enseignants dans ces deux pays ont déclaré ne pas avoir suffisamment de temps pour un enseignement sur le VIH et le SIDA.
- Manque de connaissances et de qualifications, de possibilités de formation et de matériels d'enseignement et d'apprentissage : 45 % des enseignants kényans interviewés ont déclaré ne pas avoir suffisamment de connaissances pour assurer un enseignement sur le VIH et le SIDA et 54 % n'avaient jamais suivi un cours de formation sur le sujet. En Inde, 70 % des enseignants n'avaient suivi aucune formation sur le VIH et le SIDA.
- Manque de confiance. Dans les deux pays, les parents et les élèves avaient plus confiance dans le niveau de connaissances des enseignants que les enseignants eux-mêmes.

© 2007 Udaya Thomas, gracieusement fournies par Photoshare



### Renforcer les capacités des enseignants

Le Bureau de l'UNESCO à Nairobi a procédé à l'évaluation d'un projet de renforcement des capacités des enseignants au Kenya. Ces derniers ont regretté que la formation soit axée sur les élèves et ignore la vulnérabilité des enseignants. Ils avaient l'impression qu'on parlait de l'hypothèse qu'en tant qu'enseignants ils étaient supposés tout savoir sur le VIH et le SIDA, notamment les modes de transmission et de prévention. Ils ont signalé que beaucoup d'entre eux savaient peu de choses sur le VIH et le SIDA et avaient un besoin urgent de renforcement de leurs capacités dans ce domaine (Bureau de l'UNESCO à Nairobi et Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie du Kenya, 2004).

### Privilégier les besoins des éducateurs

L'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPÉ) a effectué un travail de recherche sur l'impact du VIH et du SIDA et les réponses correspondantes au Malawi, en Tanzanie et en Ouganda. Il en ressort que la plupart des ministères de l'éducation et des organismes de développement mettaient essentiellement l'accent sur les apprenants et sur les programmes et non sur les besoins des enseignants et autres agents du secteur. On constate en outre un manque manifeste de participation des syndicats d'enseignants et de soutien aux enseignants infectés ou affectés, ainsi qu'une stigmatisation et une discrimination

généralisée dans le secteur de l'éducation. Les enseignants séropositifs avaient peur que leur état soit rendu public et qu'eux-mêmes soient écartés ou licenciés. Ils n'étaient pratiquement jamais en congé de maladie, parce qu'ils risquaient ensuite de perdre leur traitement et leur emploi. Faute d'autres politiques de l'emploi, les réactions étaient fonction du chef d'établissement et des responsables de l'éducation du district, qui décidaient de leur propre chef si un enseignant trop malade pour travailler devait continuer d'être payé ou non.

## 2.1 Promouvoir la sensibilisation des éducateurs aux besoins des enfants et de leurs environnements

**Veiller à ce que les éducateurs soient conscients et informés des comportements à risque concernant le VIH parmi les apprenants, à l'intérieur et en dehors de l'école, et qu'ils soient en mesure d'identifier les enseignants particulièrement vulnérables**

Au Cambodge, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, avec le soutien du Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh et de l'UNICEF, a procédé dernièrement à la première enquête nationale sur les comportements à risque de la jeunesse, auprès des jeunes scolarisés et non scolarisés âgés de 11 à 18 ans. Il ressort des conclusions de cette enquête, qui ont été diffusées auprès des autorités de l'éducation et des écoles, que de nombreux jeunes Cambodgiens ont des comportements à risque mais que les jeunes scolarisés prennent moins de risques que les autres. Plus de 53 % des

jeunes bénéficiaient d'un enseignement sur le VIH et le SIDA et un tiers des jeunes sexuellement actifs n'utilisaient jamais de préservatifs. Certains jeunes non scolarisés ont indiqué avoir commencé à avoir des rapports sexuels dès l'âge de 11 ans et ceux qui boivent de l'alcool ont commencé à le faire dès 12 ans. Un tiers des jeunes connaissaient quelqu'un qui avait participé à un viol collectif ; 59 % d'entre eux étaient scolarisés et 41 % ne l'étaient pas (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, UNICEF et Bureau de l'UNESCO au Cambodge, 2004).

### **Promouvoir la sensibilisation des éducateurs à l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants et fournir des orientations sur les soins et le soutien aux apprenants infectés et affectés**

Les enseignants ont besoin d'être aidés à faire face à l'augmentation du nombre des enfants ayant des besoins particuliers, notamment ceux qui ont perdu leurs parents, ceux qui ont été abandonnés ou vivent dans des institutions, ceux qui ont souffert d'exploitation et de violences sexuelles génératrices de troubles émotionnels et psychologiques, ceux qui manquent les cours et ceux qui sont malades ou souvent absents. Les

éducateurs ont également besoin d'aide pour sortir du cadre de l'apprentissage et comprendre comment le contexte familial et communautaire a des effets sur les apprenants. Pour s'attaquer à ce problème, l'UNESCO aide le Centre pour le développement de l'enfance dans les Caraïbes de l'Université des Antilles occidentales à évaluer les incidences du VIH et du SIDA sur la scolarisation de la petite enfance.

#### **Étude de cas – Zambie**

Il ressort d'une étude sur le stress chez les enseignants du primaire en Zambie que bon nombre d'élèves et d'enseignants souffraient de la pauvreté, du décès ou de la maladie de leurs parents, de camarades de classe et d'enseignants ; de la violence au sein de la famille ; et, en particulier chez les filles, d'une faible estime de soi. Ces problèmes étaient souvent liés au VIH. Malgré la formation, de nombreux enseignants ne se sentaient pas suffisamment armés pour conseiller les élèves et sollicitaient un soutien et une formation continue pour les aider à faire face à cet aspect de leur travail. Les enseignants étaient également frustrés par leur incapacité à répondre aux besoins financiers et psychologiques des élèves. Entre autres difficultés, ils citent le manque d'espaces isolés pour les conseils, le manque de temps, le manque de soutien de la part de collègues qui n'ont pas été formés au conseil et le manque de matériels pédagogiques sur

le SIDA, ainsi que le stress dans leur propre vie (Baggaley et al., 1999).

D'aucuns font valoir que les enseignants peuvent, moyennant une formation et un soutien, assumer un rôle de conseil rudimentaire, en particulier dans les pays qui manquent de ressources et où il n'existe aucun réseau de travailleurs sociaux accessible. Or, les enseignants sont déjà surchargés de travail et il n'est peut-être pas réaliste de s'attendre à ce qu'ils puissent se doter d'un second ensemble de qualifications et assumer des responsabilités supplémentaires. Ils peuvent néanmoins participer activement aux programmes de soins et de soutien, et ils le font, allant souvent bien au-delà du simple appel du devoir (UNESCO, 2008).

## 2.2 Améliorer la formation des éducateurs

### Sélectionner les éducateurs dans le domaine du VIH et du SIDA sur la base de leurs qualités personnelles

Les enseignants qui doivent être formés aux fonctions d'éducateur sur le VIH et le SIDA doivent être sélectionnés soigneusement. Les enseignants ne sont pas tous capables, ni désireux, d'enseigner les questions de santé, de sexualité, de relations et de VIH et de SIDA. Certains pays sélectionnent donc les éducateurs qui sont volontaires et intéressés pour se doter d'un effectif d'enseignants qualifiés en matière de VIH et de SIDA et de compétences nécessaires dans la vie quotidienne.

Outre le fait d'apprendre à donner des cours sur le sujet, l'idéal serait que les éducateurs qui enseignent les questions relatives au VIH et au SIDA soient motivés par le sujet et désireux de l'enseigner ; ils doivent avoir de vrais talents de communication et une aptitude à établir des liens avec les jeunes ; ils doivent être à l'aise dans les discussions sur la sexualité, respecter la confidentialité de l'information, savoir s'abstenir de juger et être abordables.

#### Pourquoi la formation des enseignants sur le VIH et le SIDA est importante ?

Les programmes de formation des enseignants dotent ces derniers des qualifications et des ressources nécessaires pour assurer une éducation efficace sur le VIH et le SIDA. Ils aident les éducateurs à :

- Acquérir la confiance nécessaire pour débattre de questions sensibles.
- Mettre en place des environnements d'apprentissage favorables.
- Mettre au point des matériels d'apprentissage interactifs et participatifs.
- Encourager leurs collègues à incorporer les questions relatives au VIH et au SIDA à leur enseignement.
- Promouvoir l'adoption de politiques et de directives sur l'éducation relative au VIH et au SIDA sur le lieu de travail.
- Renforcer le soutien des parents et de la communauté à l'éducation relative au VIH et au SIDA.

### Intégrer le VIH et le SIDA à la formation, initiale et en cours d'emploi, officielle

La formation des enseignants doit comporter une formation initiale destinée à consolider et actualiser les connaissances et les qualifications, à promouvoir des attitudes positives et à développer la confiance. Elle doit être soutenue par un perfectionnement professionnel continu et une offre de méthodes et de matériels d'apprentissage pertinents.

Les éducateurs n'ont pas nécessairement la compétence et la volonté nécessaires pour ajouter un enseignement sur le VIH et le SIDA à un programme déjà surchargé et axé sur les examens. Le VIH et le SIDA doivent être intégrés aux programmes de formation des enseignants, qui devraient compléter les programmes scolaires et la formation en cours d'emploi et être soutenus par des directives et des matériels de formation nationaux assurant leur cohérence. Il importe d'évaluer les besoins des éducateurs avant de mettre au point la formation et ses matériels. L'IPE, par exemple, a procédé à une évaluation des besoins de formation sur le VIH et le SIDA en Éthiopie, au Ghana, au Kenya et au Rwanda. Un atelier

régional a permis aux participants des quatre pays d'examiner les conclusions de l'étude (Nzioka, 2005).

Des efforts ont été faits pour intégrer le VIH et le SIDA à la formation des enseignants et mettre au point les matériels de formation correspondants. Ainsi, au Nigéria, les questions relatives à l'éducation en matière de santé et de vie familiale et au VIH et au SIDA sont en cours d'intégration aux programmes d'enseignement dans les cycles primaire et secondaire et dans les établissements de formation des enseignants ; à la Barbade, une nouvelle politique impose à tous les fonctionnaires, enseignants compris, de suivre une formation sur le VIH et le SIDA ; et au Cambodge, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports organise, en collaboration avec World Education une formation initiale des futurs enseignants sur le VIH et le SIDA comportant des ateliers de quatre jours mettant l'accent sur les méthodes pédagogiques et l'utilisation des matériels d'apprentissage et d'enseignement.

### Comment parler plus facilement du VIH et du SIDA ?

- Une formation adéquate.
- Du savoir-faire et de solides connaissances.
- Des matériels d'enseignement et d'apprentissage de qualité.
- Du respect pour les élèves et une bonne communication avec eux.
- De la patience et de la compréhension.
- La capacité de s'abstenir de juger autrui.
- Un environnement favorable.

### Intégrer le VIH et le SIDA à la formation des enseignants

En Jamaïque, où la formation à l'éducation sur la santé et la vie familiale est désormais obligatoire dans tous les établissements de formation des enseignants, le Bureau de l'UNESCO à Kingston a aidé à l'élaboration de matériels de plaidoyer destinés à promouvoir le dialogue avec les établissements et les formateurs à propos de la nécessité de traiter du VIH et du SIDA. Cette activité comporte l'élaboration de matériels d'instruction pour la formation de conférenciers dans tous les établissements de formation des enseignants du pays, l'intégration du VIH et du SIDA à la formation et la publication de matériels d'instruction pour l'éducation sur la santé et la vie familiale, en collaboration avec l'UNICEF, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Réseau des éditeurs des Caraïbes (CAPNET). Ces matériels sont destinés à la formation de conférenciers pour toute la région. Le Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes travaille aussi en étroite collaboration avec CAPNET pour renforcer les compétences des éditeurs, des rédacteurs et des gestionnaires des programmes d'enseignement pour ce qui est de mettre au point et d'évaluer des programmes d'enseignement sur le VIH et le SIDA et de produire des matériels pédagogiques adaptés à la région. L'UNESCO a apporté son appui à la troisième Conférence internationale sur l'édition dans les Caraïbes, qui s'est tenue à Montego Bay (Jamaïque) en juin 2005.

Le Projet de la CARICOM relatif à l'éducation sur la santé et la vie familiale à la Trinité-et-Tobago est une initiative de formation des enseignants conçue par l'Association du planning familial, le Département de l'éducation de l'Université des Antilles occidentales, le Programme national sur le SIDA, le Ministère de l'éducation et d'autres organismes. Il permet d'élaborer des programmes d'enseignement de base et des matériels de formation des enseignants pour sensibiliser ces derniers à l'éducation sur la santé et la vie familiale et les aider à évaluer leur compréhension de ces questions et à mettre en pratique leur savoir-faire. Cette formation est évaluée et le module correspondant est obligatoire pour obtenir le diplôme ou certificat d'enseignant.

L'approche de l'éducation sur le VIH et le SIDA dans les écoles par le biais des compétences nécessaires dans la vie quotidienne au Viet Nam a des buts de sensibilisation et de

qualification. Les recherches initiales ayant montré que les enseignants ne se sentaient pas bien préparés à enseigner ces questions, l'équipe chargée du développement des compétences nécessaires dans la vie quotidienne du Ministère de l'éducation et de la formation a appuyé l'introduction de ces compétences dans la formation initiale et la formation en cours d'emploi des enseignants du primaire et du secondaire (Warwick et Aggleton, 2002).

Le Bureau de l'UNESCO à Harare collabore avec le Ministère de l'éducation au renforcement des capacités des futurs enseignants en matière d'éducation relative au VIH et au SIDA et aux compétences nécessaires dans la vie quotidienne, dans le cadre d'un programme exécuté dans tous les collèges de formation des enseignants du primaire au Zimbabwe. Les enseignants sont ciblés au cours de cette phase de formation initiale parce qu'ils sont eux-mêmes vulnérables et doivent avoir une formation adéquate pour dispenser les cours et faire face à l'impact de l'épidémie en classe. Ce programme comporte cinq volets : élaboration des politiques, réduction des risques, compétences de réaction, compétences d'enseignement et soins/soutien. Dans le cadre de ce programme, l'UNESCO a contribué à l'élaboration d'un manuel de facilitation destiné à aider les conférenciers et les futurs enseignants à faire face au VIH, personnellement et en classe, en fournissant de nouveaux matériels propres à renforcer leur capacité d'enseigner les questions relatives au VIH et au SIDA et les compétences nécessaires dans la vie quotidienne. Les difficultés sur le plan de la qualité de l'enseignement ont notamment trait au manque de ressources, au recours à des conférences de masse et à l'utilisation de conférenciers mal formés et surchargés de travail.

Le Bureau régional pour l'éducation de l'UNESCO à Bangkok (Thaïlande) a établi un manuel générique de formation des enseignants axé sur la manière dont les enseignants peuvent intégrer la prévention du VIH aux matières actuellement enseignées dans le secondaire (UNESCO Bangkok, 2005a). Pour faire en sorte que ce manuel soit culturellement adapté et réponde aux besoins dans des environnements spécifiques, l'unité chargée du VIH et du SIDA et de la santé scolaire du Bureau de l'UNESCO à Bangkok a facilité l'organisation dans

la région d'une série d'ateliers nationaux destinés à adapter et traduire ce manuel et à promouvoir son appropriation par les pays eux-mêmes. Ces ateliers ont été organisés par les ministères de l'éducation et les bureaux locaux de l'UNESCO, avec la participation de représentants des ministères de la santé et d'autres organismes des Nations Unies. Des ateliers d'adaptation nationaux ont été organisés dans plusieurs pays de la région. Au Kazakhstan, le Bureau de l'UNESCO à Almaty aide les établissements régionaux de formation initiale des enseignants, les départements régionaux de l'éducation et les enseignants à améliorer leurs qualifications en utilisant ce manuel. Celui-ci a été également introduit en Afrique, où il a été, par exemple, adapté au Sénégal et sert actuellement à la formation des enseignants du primaire, et il est également en cours d'adaptation et de traduction en Angola, en collaboration avec le Ministère de l'éducation.

Le programme de renforcement des partenariats sur le VIH/SIDA et l'éducation (SHAPE), sous le parrainage du Ministère de l'éducation et de l'Agence des États-Unis pour le

développement international (USAID), a fait de la formation des enseignants un élément clé pour l'amélioration de l'éducation relative au VIH et au SIDA dans les écoles, en utilisant un programme de cours appelé « Créneau d'espoir » dans les collèges de formation des enseignants. Une enquête initiale a été effectuée lors du démarrage du programme, en 2003, pour évaluer les connaissances, les attitudes et les pratiques des futurs enseignants. Les mythes relatifs à la transmission, les comportements à risque, la stigmatisation et la crainte de ne pas savoir discuter du VIH avec les apprenants font partie de ce constat initial. Les visites ultérieures de formation, de suivi et de soutien ont montré que les tuteurs plus jeunes étaient pour une approche davantage fondée sur l'expérience alors que leurs aînés continuaient de se fier aux cours magistraux et aux méthodes didactiques. La mise en œuvre était également entravée par le manque de ressources telles que les photocopieuses, le matériel audiovisuel et les tableaux de conférence, et par le fait que les cours n'étaient pas pris au sérieux parce que ne faisant pas l'objet d'un examen (YouthNet, 2004).

Parmi les enseignements tirés de ces expériences, il y a la nécessité que la formation soit d'une durée et d'une profondeur suffisantes pour conférer compétences et confiance et que le VIH et le SIDA fassent l'objet de cours sanctionnés par un examen dans la formation initiale afin que les formateurs et les étudiants leur accordent suffisamment d'importance.

Il ressort de l'expérience de nombreux pays que la qualité des cours sur le VIH et le SIDA est tout aussi importante pour la conception des programmes et des matériels et que l'éducation relative au VIH et au SIDA est plus efficace lorsque les éducateurs examinent leurs propres valeurs et attitudes et instaurent un climat ouvert et positif en salle de classe. Les éducateurs ont les mêmes valeurs, croyances et tabous que le reste de la société et les méthodes traditionnelles d'enseignement empêchent souvent un débat ouvert sur les questions sexuelles. Il faut donc que la formation développe les connaissances sur le VIH et le SIDA et sur des questions telles que le genre et la dynamique socioculturelle ; encourage les éducateurs à examiner leurs propres attitudes et comportements ; aide les éducateurs à apprendre des méthodes d'enseignement et de communication participatives et soucieuses d'égalité entre les sexes ; et permette aux éducateurs de répondre honnêtement aux

questions et de pourvoir aux besoins des enfants infectés et affectés quel que soit leur âge.

L'information doit aussi porter sur les méthodes de conseil et d'orientation propres à aider les éducateurs à faire face à leurs propres besoins émotionnels et à aider leurs collègues et leurs élèves. Les éducateurs doivent aussi être capables de gérer l'opposition des parents et des collègues et de travailler avec d'autres administrations ou avec des organisations non gouvernementales (ONG) pour pourvoir aux besoins en matière de santé et de protection des élèves. Le soutien des administrations scolaires est capital, car il ne faut pas s'attendre à ce que les éducateurs puissent faire seuls tout ce travail.

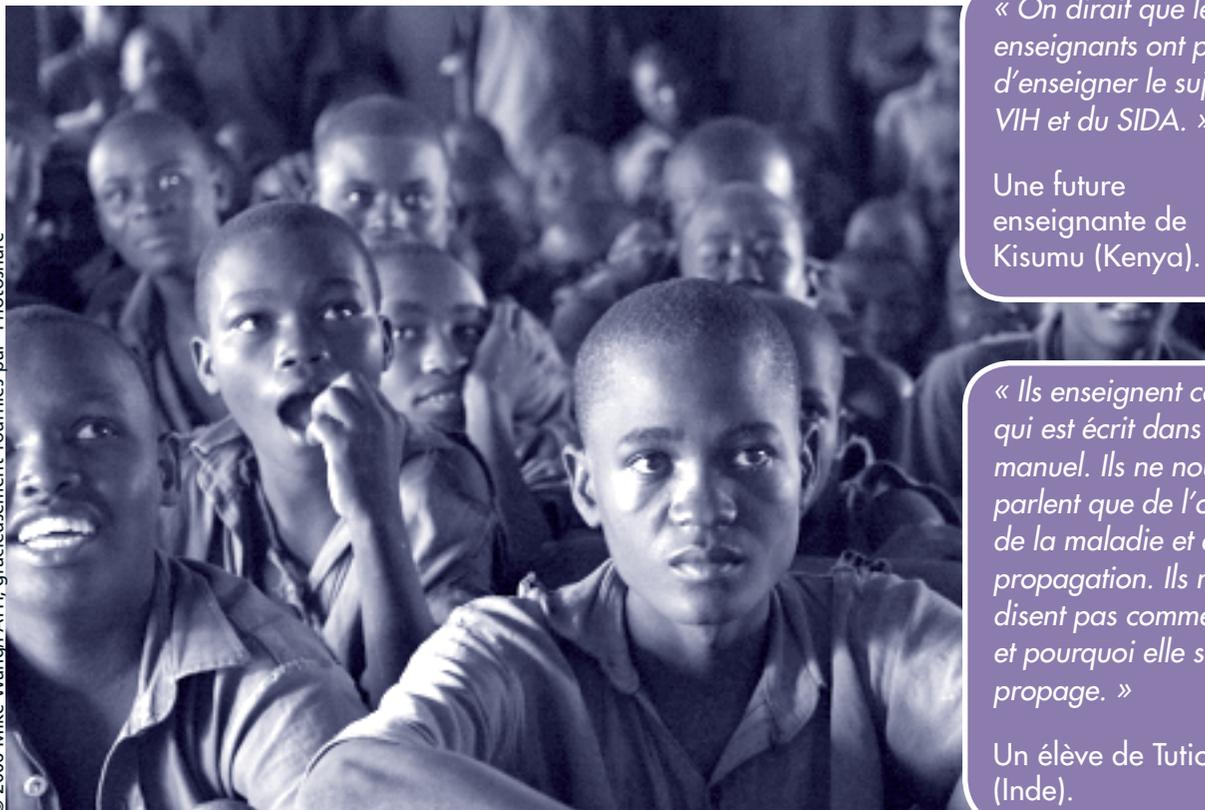
Les programmes scolaires ne représentent qu'une petite partie de ce que les élèves apprennent à l'école. Ils apprennent aussi de ce qu'ils voient et entendent autour d'eux et de la manière dont l'enseignant aborde tel ou tel sujet. Ils apprennent très vite à voir qu'un éducateur n'est pas très à l'aise pour parler du VIH et du SIDA. Peu d'éducateurs savent de naissance faciliter la discussion sur la sexualité, les relations entre hommes et femmes et le VIH et le SIDA surtout dans les sociétés où ces questions sont sensibles. La formation doit aussi insuffler aux éducateurs la confiance nécessaire pour discuter de ces sujets avec les élèves de différents âges.

### Que faire pour que le perfectionnement des éducateurs sur le VIH et le SIDA soit efficace ?

- Aborder la question de la vulnérabilité des éducateurs eux-mêmes face au VIH et au SIDA et la manière dont elle les affecte.
- Fournir des orientations et une pratique de l'utilisation des méthodes participatives.
- Fournir des matériels d'apprentissage qui soient adaptés à l'âge, au sexe et à la culture des apprenants.
- Utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC), la radio et les programmes d'apprentissage ouvert et à distance.
- Attribuer des unités de valeur ou des certificats d'éducation continue à des fins de motivation et d'incitation.
- Assurer un encouragement continu grâce au suivi par les pairs, aux groupes de soutien et au mentorat.
- Encourager la participation et le soutien communautaires.
- Créer un contexte favorable, notamment par des politiques et des programmes couvrant la prévention, les soins, le traitement, la discrimination, la confidentialité, la santé et la sécurité sur le lieu de travail.

Source : YouthNet, 2004.

© 2006 Mike Wang/PATH, gracieusement fournis par Photoshare



« On dirait que les enseignants ont peur d'enseigner le sujet du VIH et du SIDA. »

Une future enseignante de Kisumu (Kenya).

« Ils enseignent ce qui est écrit dans le manuel. Ils ne nous parlent que de l'origine de la maladie et de sa propagation. Ils ne nous disent pas comment et pourquoi elle se propage. »

Un élève de Tuticorin (Inde).

## Approches efficaces de la formation sur le VIH et le SIDA à l'intention des enseignants

Un projet de recherche opérationnelle mené au Kenya, dans le cadre d'une collaboration entre le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, le Ministère de la promotion de la femme, des sports et de la culture, le Programme pour les technologies appropriées dans le domaine de la santé (PATH) et le Conseil de la population, a permis de dispenser une formation aux enseignants, aux responsables de l'orientation et du conseil et aux dirigeants religieux dans sept communautés rurales. Les enseignants ont utilisé un programme de cours mis au point par le PATH, suivi un cours de recyclage une fois par an et organisé des réunions bimensuelles, le suivi étant assuré trois fois par an par le Ministère de l'éducation. Les enseignants ont ainsi acquis plus de confiance en eux-mêmes pour ce qui est d'enseigner les questions relatives au VIH et au SIDA et les communautés ont appris à être plus ouvertes et disposées à discuter de ces questions (YouthNet, 2004).

Adoptant une approche similaire à celle du projet du Kenya, la Fondation africaine pour la recherche médicale a formé dans le district sud de l'Ouganda près de 6 000 enseignants, éducateurs et tuteurs (enseignants expérimentés faisant office de conseillers) dans 95 écoles primaires. Les enseignants ont utilisé les cours du PATH, suivi des cours de recyclage annuels et accueilli des visites trimestrielles de supervision. Les responsables du programme font état d'une diminution de l'activité sexuelle des élèves et du nombre de grossesses ainsi que d'une meilleure communication entre les élèves et entre ces derniers et leurs parents (ibid.).

Au Brésil, le manque d'estime de soi a été identifié comme principal facteur de désintérêt des enseignants pour l'enseignement des questions relatives à la santé sexuelle et génésique. Pour remédier à ce problème, le Bureau de l'UNESCO à Brasilia et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont collaboré à l'exécution d'un projet destiné à renforcer la confiance des enseignants. Ces derniers ont suivi 140 heures de formation couvrant des questions telles que la sexualité et une méthode participative et, à l'issue de ce cours, ils ont mis au point un programme scolaire qui a été évalué. L'un des programmes mis au point a été adopté par plusieurs écoles et a reçu un prix national. Le succès de ce programme et la reconnaissance de l'importance capitale de la confiance des

éducateurs dans l'éducation sur le VIH ont amené le Bureau de l'UNESCO à Maputo à aider à la reproduction de ce programme au Mozambique. Pour motiver les écoles et les enseignants, les ministères brésiliens de la santé et de l'éducation ont aussi créé un prix décerné aux programmes scolaires de prévention du VIH et de la toxicomanie. Un comité indépendant examine les dossiers et le gagnant reçoit un ordinateur.

Le Bureau de l'UNESCO à Santiago a parrainé un atelier destiné à former 19 enseignants d'écoles maternelles, primaires et intermédiaires à Calama (Chili) afin de développer les activités de prévention du VIH. Cette formation comportait la fourniture d'une information de base, l'analyse de l'information contenue dans un dossier sur le VIH et le SIDA mis au point par le Bureau de l'UNESCO à Santiago et utilisant un jeu de simulation informatique pour mettre au point des activités d'éducation, des jeux de rôle et des activités à organiser en classe. La plupart des enseignants étaient certes au courant des données de base sur le VIH et le SIDA mais certains employaient un vocabulaire négatif et avaient des idées fausses qu'il fallait corriger. À l'issue de l'atelier, des comptes de courrier électronique ont été créés pour ces enseignants dans le centre informatique de l'école où la formation avait eu lieu afin de permettre aux enseignants de continuer d'accéder à la formation et de maintenir des liens les uns avec les autres. Cette activité s'insérait dans un projet régional plus vaste baptisé « Réseau régional pour un leadership scolaire en matière d'enseignement de la prévention du VIH et du SIDA », qui a été jusqu'ici mis en œuvre en Argentine, au Chili et au Mexique mais doit être élargi à d'autres pays à l'avenir.

Au Libéria, dans le cadre de sa contribution à la reconstruction du secteur de l'éducation, l'UNESCO a élaboré un cours sur l'éducation de qualité, la paix, les droits de l'homme et le VIH et le SIDA, en collaboration avec le Ministère de l'éducation et les parties prenantes locales du secteur. Ce cours a été expérimenté en 2005 dans le cadre de sessions d'une semaine rassemblant 30 participants représentant le Ministère de l'éducation et d'autres professionnels du secteur. Le succès de ce cours a conduit à élaborer une version générique du manuel qui pourra être adaptée à d'autres contextes (UNESCO, 2006).

## Fournir continuellement aux éducateurs un soutien et de l'information

Une formation ponctuelle ne suffit pas. Les éducateurs ont continuellement besoin de renforcement, de soutien et de mise à jour de l'information. En Jamaïque, par exemple, on a constaté que les enseignants initiés aux méthodes participatives expérimentales n'hésitaient pas à utiliser ces méthodes pour obtenir des effets limités par le manque de soutien et de recyclage. En conséquence, il est important de prévoir un soutien par la supervision et le recyclage. Au Mexique et en Thaïlande, ce soutien par

la supervision est assuré par des enseignants qualifiés qui observent d'autres enseignants donnant des cours sur le VIH et le SIDA et les conseillent sur la manière d'améliorer leurs qualifications. En Guinée, où l'élément prévention du VIH dans les programmes scolaires a été intégré à la formation des enseignants, les éducateurs reçoivent des orientations sur l'utilisation d'unités d'instruction spécifiques par des visites régulières d'experts dans les salles de classe.

Une approche permettant d'assurer la continuité du soutien et de l'information consiste à institutionnaliser un perfectionnement professionnel continu comportant un élément noté sur le VIH et le SIDA. Une autre méthode consiste à fournir des matériels d'apprentis-

sage à distance sous forme de manuel, de vidéos et de modules d'enseignement interactif, pour soutenir la formation en cours d'emploi et l'éducation permanente. D'autres approches qui permettent aux éducateurs de se tenir au courant font appel aux TIC et à la radio.

### Enseignement permanent

● Au Sénégal, le Réseau africain de formation à distance (RESAFAD), qui couvre l'Afrique francophone, aide à assurer l'éducation permanente des enseignants et à résoudre le problème de leur isolement. Les enseignants peuvent partager des informations et des idées par le biais de l'Internet et du Centre de perfectionnement professionnel de Dakar, où des

tuteurs fournissent des orientations sur les méthodes et matériel d'enseignement (voir <http://www.resafad.net>).

Former plusieurs enseignants dans une même école aide à assurer le soutien mutuel des éducateurs. Les réseaux de soutien par les pairs sont précieux pour les éducateurs isolés dans de petites écoles ou des lieux reculés et permettent d'assurer le mentorat et le soutien des enseignants moins expérimentés ainsi que de réduire le stress et l'usure au travail. Dans les pays particulièrement

affectés par le VIH et le SIDA, il arrive que des éducateurs expérimentés soient remplacés par d'autres qui sont moins formés et qualifiés et qui ont besoin de plus de soutien et de supervision. Les responsables de l'éducation peuvent encourager la formation de groupes mobiles qui se rendent dans les écoles et utiliser des méthodes créatives telles que le théâtre, le conte et la danse.

### Soutenir les écoles à enseignant unique

Une étude de l'IIPE/UNESCO entreprise avec des planificateurs de l'éducation dans sept pays de l'Afrique subsaharienne en 2002 visait à examiner les moyens de soutenir les écoles à enseignant unique. La stratégie la plus efficace consiste à regrouper les petites écoles d'une même zone. Une école centrale est identifiée dans chaque zone et des liens sont établis avec les écoles annexes qui se trouvaient à une certaine distance. L'enseignant principal de l'école centrale fait aussi

office d'enseignant principal des écoles annexes et est formé au suivi des enseignants. Les ressources et matériels tels que les livres et le matériel de sciences sont partagés, ce qui permet une gestion et une utilisation plus efficaces des ressources. Cette approche permet aussi aux enseignants isolés de bénéficier d'un soutien et rend possible le soutien d'enseignants malades par leurs collègues (Brunswick et Valien, 2003).

## 2.3 Faire en sorte que les éducateurs puissent faire leur travail dans un environnement favorable

### Élaborer et mettre en œuvre des politiques qui aident les éducateurs à aborder la question du VIH et du SIDA

Il est essentiel de se doter de politiques scolaires nationales pour aider les enseignants à relever les défis de l'éducation relative au VIH et au SIDA, notamment pour répondre aux objections des communautés concernant l'enseignement de la sexualité et l'accès des jeunes à l'information et aux services dans ce domaine. Il est tout

aussi essentiel que lorsque de telles politiques existent, elles soient bien communiquées et appliquées par les ministères et les écoles. Si les politiques ne sont pas claires ou ne sont pas appliquées, les éducateurs risquent de passer sous silence les sujets sensibles tels que la sexualité protégée et les préservatifs.

Dans une enquête de 2006, près d'un tiers (32 %) des 71 ministères de l'éducation interrogés ont affirmé avoir une politique sur le VIH et le SIDA pour le secteur de l'éducation. Cet échantillon comprenait 40 % de pays à forte prévalence, 27 % de pays à prévalence intermédiaire et 30 % de pays à faible prévalence. L'absence d'une politique spécifique du secteur dans la plupart de ces pays est un sujet de grande préoccupation, dans la mesure où les besoins propres au secteur de l'éducation ne peuvent pas être convenablement traités par une politique générale nationale ou un ensemble de directives. Cela étant dit, 59 % des ministères de l'éducation de pays

sans politique sectorielle spécifique affirmaient traiter du VIH et du SIDA dans d'autres politiques régissant le secteur de l'éducation, soit 36 % parmi les pays à forte prévalence, 42 % dans ceux à moyenne prévalence et 77 % dans ceux à faible prévalence (ONUSIDA-ETII sur l'éducation, de 2006).

Selon une enquête sur les syndicats d'enseignants, 84 % des syndicats qui ont répondu ont indiqué recevoir un soutien limité ou nul concernant les politiques sur le VIH qui pourraient les aider à lutter contre la discrimination ou les objections de la communauté et des dirigeants religieux (Internationale de l'éducation, 2000).

### S'assurer du soutien des enseignants principaux

Sans le soutien des enseignants principaux et des administrateurs, il arrive que les éducateurs se trouvent limités dans ce qu'ils peuvent faire ou enseigner à propos du VIH et du SIDA. L'expérience de pays tels que le Brésil et l'Afrique du Sud donne à penser qu'une approche de la sensibilisation axée sur « toute l'école » est plus efficace

que la formation d'un ou deux enseignants par école parce qu'elle aboutit à un engagement et un soutien plus importants de la direction de l'école. Une telle approche est particulièrement importante pour sensibiliser les enseignants principaux et les organes directeurs.

*« La plupart des parents vont penser que nous initiions leurs enfants au sexe et n'aimeront pas cette éducation relative au VIH/SIDA. »*

Une enseignante de Chimai (Inde)

#### Importance du leadership et du soutien des directeurs d'établissement

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok a recensé les raisons suivantes de cibler les directeurs d'établissement :

1. Les directeurs d'établissement sont souvent des personnes influentes dans la communauté.
2. Les directeurs d'établissement et les enseignants ont largement leur mot à dire dans la définition des éléments du programme d'enseignement, en particulier dans les pays où le VIH et le SIDA ne sont pas, ou pas suffisamment, intégrés auxdits programmes.
3. Dans les pays où l'éducation sexuelle est un sujet culturellement délicat, les directeurs d'établissement doivent parfois faire face à la résistance de la communauté (des groupes religieux notamment). Ils doivent avoir de grands talents de plaidoyer et disposer de l'information de base nécessaire pour faire comprendre l'intérêt et la nécessité de cette éducation.
4. Les directeurs d'établissement peuvent contribuer à faciliter la création de clubs de jeunes ou d'autres activités extrascolaires.
5. Les directeurs d'établissement peuvent calmer les craintes des parents qui ne veulent pas que leurs enfants soient dans la même classe que d'autres élèves infectés ou affectés.
6. Les directeurs d'établissement sont souvent chargés d'assurer le suivi des politiques ou des directives émanant des autorités centrales ou provinciales.
7. Les directeurs d'établissement peuvent jouer un rôle majeur dans la mobilisation des ressources là où celles-ci sont insuffisantes.

Source : Bureau de l'UNESCO à Bangkok, 2005b.

*« On ne peut pas dire que les enseignants en savent assez. Il faut sensibiliser l'enseignant principal afin que l'information puisse être ensuite diffusée auprès des enseignants. »*

Un enseignant principal de Tutucorin (Inde)

### **Veiller à ce que les parents apportent et reçoivent un soutien**

Les éducateurs doivent aussi être sûrs que les parents soutiennent l'éducation relative au VIH et au SIDA en milieu scolaire. Nombreux sont les parents qui aimeraient que leurs enfants apprennent des choses sur ces questions à l'école mais certains autres sont fortement opposés à l'enseignement de la sexualité et des questions relatives au VIH et au SIDA. Les vues d'une minorité bruyante peuvent être dissuasives pour les enseignants.

Il importe donc aussi d'éduquer les parents, ainsi que les dirigeants communautaires et religieux, sur ces questions et de les associer au processus de production, de perfectionnement ou de révision des programmes scolaires. Il faut pour cela renforcer les liens entre l'école et la communauté afin que les enseignants soient en contact avec un large éventail de parents.

### **Fournir des programmes adaptés et les matériels correspondants**

Les éducateurs ont besoin de matériels d'appui à l'enseignement sur le VIH et le SIDA, y compris de matériels à l'intention des apprenants. À titre d'exemple, le Bureau de l'UNESCO à Kingston a instauré un partenariat avec le Ministère jamaïcain de l'éducation pour mettre au point des matériels d'appui au programme de cours sur le VIH et le SIDA.

*« Dans ma région, certaines écoles n'ont pas commencé ces cours sur le SIDA par manque de matériels et d'enseignants pour cette matière ; pour regarder des vidéos à l'école, par exemple, il faut de l'électricité et la plupart des écoles n'ont pas l'électricité. »*

Community leader, Kiumu (Kenya)

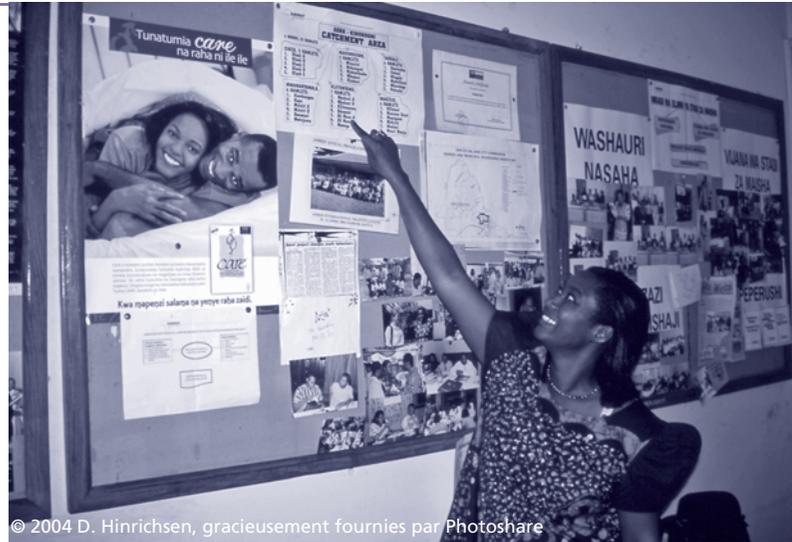
## Élaborer des matériels convenables

Au Pakistan, le Bureau de l'UNESCO à Islamabad a aidé à la traduction et l'adaptation des manuels de formation des enseignants à l'éducation préventive contre le VIH et le SIDA établis par le Bureau de Bangkok de l'UNESCO, ainsi qu'à l'élaboration d'autres matériels à l'intention des enseignants et des apprenants dans les centres d'alphabétisation des adultes et les écoles qui dispensent une éducation de base non formelle. Parmi ces matériels, il y a quatre livres de contes et deux affiches sur le même thème produits par l'Institut pour l'éducation de masse de l'Université ouverte Allama Iqbal, la Société pour l'éducation de base des adultes et la Fondation Sindh pour l'éducation.

Le Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh et l'UNICEF ont aidé le Ministère cambodgien de l'éducation, de la jeunesse et des sports à élaborer des matériels pédagogiques. Il s'agit notamment de manuels et de jeux à l'intention des élèves du primaire, ainsi que d'un module sur l'éducation à distance pour l'utilisation duquel les enseignants suivent une formation dans six centres régionaux de formation des enseignants.

En Namibie, le Bureau de l'UNESCO à Windhoek a aidé à l'élaboration de matériels tels que des calendriers destinés aux écoles, des kits pédagogiques et un manuel de ressources sur le VIH et le SIDA à l'intention des inspecteurs de l'éducation et des enseignants conseillers, ainsi qu'un atelier de renforcement des capacités de ces deux catégories de personnel. L'éducation par les pairs et l'approche culturelle de la prévention du VIH et du SIDA ont également fait l'objet d'un travail de promotion.

Au Mozambique, des formateurs d'enseignants du Voluntary Service Overseas (VSO) collaborent à la mise en œuvre du Projet pour l'anglais dans le secondaire et le supérieur qui assure la formation des enseignants d'anglais, en partenariat avec le Ministère de l'éducation et les conseillers d'anglais provinciaux. Ils ont incorporé les questions relatives au VIH et au SIDA à leurs cours et encouragent les enseignants qui ont suivi la formation à élaborer des matériels d'enseignement de l'anglais qui abordent les thèmes du VIH et du SIDA (YouthNet, 2004).



© 2004 D. Hinrichsen, gracieusement fournies par Photoshare

Le Ministère zambien de l'éducation a établi des directives sur le VIH/SIDA à l'attention des éducateurs et produit une brochure pratique sur la contribution que les éducateurs peuvent apporter à la lutte contre le SIDA en Zambie (République de Zambie, 2003a et 2003b). Ce document énonce la position du ministère et son plan de mise en œuvre, ainsi que les rôles des gestionnaires scolaires et des points focaux sur le VIH et le SIDA à différents niveaux. Ils contiennent des renseignements de base et des messages concernant le VIH et le SIDA ainsi que des orientations sur l'intégration des questions relatives au VIH et au SIDA et des compétences nécessaires dans la vie quotidienne aux programmes d'enseignement, la prévention de l'infection par le VIH dans les écoles, les soins et le soutien, la création de réseaux et l'instauration d'un environnement favorable pour les personnes infectées ou affectées par le VIH et le SIDA, ainsi que l'élaboration d'une politique scolaire en la matière. Les éducateurs sont encouragés à donner un exemple positif, à aider à diffuser des informations correctes, notamment aux parents et aux communautés, et à créer un environnement où les personnes peuvent dire ouvertement qu'elles sont séropositives.

## Enseigner dans un monde où il y a le SIDA

Les participants à une réunion organisée au Zimbabwe par le Bureau de l'UNESCO à Harare, sur le thème « Enseigner dans un monde où il y a le SIDA », ont débattu du rôle des enseignants, de la gestion du personnel enseignant et du renforcement des liens entre l'école et la communauté pour réagir au VIH et au SIDA. Les principales recommandations étaient les suivantes :

- Rôle des enseignants – améliorer la formation initiale et en cours d'emploi et les compétences des enseignants ; intégrer la formation des enseignants aux programmes scolaires, apprendre aux futurs enseignants à donner des orientations et des conseils ; veiller à ce que le VIH et le

SIDA soient intégrés aux programmes d'enseignement en tant que matière obligatoire et faisant l'objet d'examen ; renforcer les programmes relatifs au VIH et au SIDA dans les universités ; et institutionnaliser le perfectionnement professionnel continu.

- Gestion du personnel enseignant – améliorer les conditions d'emploi des enseignants notamment la rémunération, le logement et les mesures d'incitation et de motivation ; mettre en place des systèmes fiables de données et d'information sur l'éducation relative au VIH et au SIDA, instituer des programmes relatifs au lieu de travail qui permettent l'accès à la formation, les conseils et les tests

volontaires (CTV) et la thérapie antirétrovirale (TAR) ; planifier le remplacement des enseignants ; et veiller au professionnalisme des enseignants.

- Renforcer les liens entre l'école et la communauté – combler l'écart entre ce qui est enseigné à l'école et la communauté, utiliser l'école comme centre de ressources pour la communauté, par exemple pour l'initiation au traitement, la formation sur le VIH et les droits de l'enfant ; introduire les sujets relatifs au VIH et au SIDA dans les réunions des associations de parents et d'enseignants et des conseils d'administration des écoles ; utiliser les

manifestations scolaires et communautaires pour traiter des questions relatives au VIH et au SIDA, et associer les dirigeants communautaires, les ONG et d'autres parties prenantes aux réponses locales au VIH et au SIDA.

Les participants ont également jugé nécessaire de se doter de politique et de cadres juridiques, de mettre en place des systèmes efficaces de suivi et d'évaluation, de promouvoir le leadership et l'engagement en matière d'éducation, de partager l'information sur les approches prometteuses et d'associer les personnes vivant avec le VIH (UNESCO et ADEA, 2004).

### Exercices à l'intention des enseignants

Le livre d'exercice de l'enseignant sur la prévention du VIH de l'Internationale de l'éducation (IE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Education Development Center, Inc. (EDC), mis au point par des syndicats d'enseignants d'Afrique australe avec le concours d'experts de la santé et de l'éducation, contient des activités d'apprentissage participatif fondé sur l'acquisition de compétences à l'intention des enfants et des adolescents. Des exemplaires en anglais et en français ont été distribués aux enseignants par l'intermédiaire des syndicats dans 17 pays, d'Afrique subsaharienne notamment. L'objectif est en l'occurrence de faire en sorte qu'il y ait une personne pivot dans chaque école (Internationale de l'éducation, Organisation mondiale de la santé et Education Development Center, Inc., 2004).

L'UNESCO-IIPE et le EduSector AIDS Response Trust (ESART) ont élaboré une série de 22 modules d'autoformation consacrés à l'éducation relative au VIH et au SIDA. Ces modules sont conçus pour :

- accroître l'accès d'un large éventail de praticiens à l'information relative au VIH et au SIDA et à la planification et la gestion de l'éducation ;
- accroître les capacités et les compétences des planificateurs et gestionnaires de l'éducation en matière de conceptualisation et d'analyse de l'impact de l'épidémie sur le secteur de l'éducation ; et
- élaborer et planifier des stratégies propres à atténuer cet impact.

Ces modules sont disponibles sur CD-ROM mais peuvent également être téléchargés du site [http://www.UNESCO.org/iiep/eng/focus/hiv/hiv\\_4.htm](http://www.UNESCO.org/iiep/eng/focus/hiv/hiv_4.htm)

## Associer les syndicats d'enseignants à la conception des programmes, des matériels et de la formation des éducateurs

### Les syndicats d'enseignants et le VIH

L'action des syndicats d'enseignants sur le VIH et le SIDA s'est nettement accrue entre 1995 et 2000, l'accent étant essentiellement mis sur le partenariat avec les ministères de l'éducation et les programmes nationaux de lutte contre le SIDA pour mettre au point des politiques, des programmes et des matériels d'enseignement dans les écoles. Les syndicats d'enseignants s'intéressent en outre à la formation ainsi qu'à l'élaboration des politiques relatives au VIH et au SIDA ou à l'intégration de cette problématique dans les politiques existantes.

Toutefois, il ressort des réponses à une enquête auprès des syndicats d'enseignants effectuée en 2005 que l'éducation initiale et en cours d'emploi demeure insuffisante et bute sur des obstacles majeurs, notamment le manque d'information sur le VIH et le SIDA, le manque de confiance et de compétences pour assurer l'enseignement sur le VIH et le SIDA en classe et le manque de matériels adaptés et culturellement appropriés. Les enseignants ont aussi insisté sur la répartition inégale des matériels entre les villes et les campagnes, le manque de coordination et la diversité des sources de matériels et les difficultés nées des tabous culturels et religieux (Internationale de l'éducation, 2000 ; Internationale de l'éducation, 2007).

### L'action des syndicats d'enseignants

Le syndicat des enseignants de Tanzanie a décidé de consacrer 1 % du produit des cotisations de ses membres à des activités de formation sur le VIH et le SIDA. Les syndicats de Namibie et du Kenya ont obtenu de l'UNICEF des fonds pour leurs programmes de prévention du VIH.

Au Lesotho, le Ministère de l'éducation a travaillé en collaboration avec le syndicat des enseignants pour publier un manuel à l'intention de ce dernier, tandis qu'au Rwanda, le Ministère de l'éducation fait appel à des formateurs syndicaux régionaux depuis 2003.

### Renforcement des compétences

En 2001, l'IE, en collaboration avec l'OMS, l'UNESCO, l'UNICEF, l'EDC et d'autres organisations, a lancé un programme sur le VIH et le SIDA mené avec les syndicats d'enseignants dans 17 pays et axé sur le renforcement des compétences selon le modèle de formation en cascade. Les syndicats participant au programme ont formé des formateurs et des enseignants, fourni un manuel de formation sur la santé scolaire et la prévention du VIH (qui comporte des documents ressources, des matériels d'enseignement et des exemples d'activités d'enseignement et d'apprentissage participatifs). En trois ans, plus de 130 000 enseignants venus de 22 000 écoles ont suivi cette formation.

L'évaluation de l'impact de cette formation dans trois des pays participants, à savoir le Rwanda, le Sénégal et l'Afrique du Sud, a mis en lumière des augmentations statistiquement significatives des connaissances générales. La confiance des éducateurs dans leur aptitude à assurer un enseignement sur le VIH et le SIDA et leurs compétences en matière de prévention sont également en nette augmentation au Rwanda et au Sénégal (cette analyse n'a pas été possible en Afrique du Sud), ce qui s'expliquerait par la formation et l'utilisation du livre d'exercices. L'augmentation du savoir et de la confiance

allait de pair avec un désir accru de mettre en pratique les compétences acquises pendant la formation. Comme le faisait remarquer un enseignant, « une fois les compétences acquises, on ne s'arrête pas à la salle de classe, on les utilise dans la vie de tous les jours » (Pevzner, 2005).

La formation des enseignants a permis à de nombreux pays de mettre en œuvre toute une série d'activités d'éducation des élèves sur le VIH et le SIDA. Ainsi, au Burkina Faso, les enseignants utilisent des questionnaires pour évaluer les connaissances des élèves, tandis qu'au Malawi, ils organisaient des clubs antiSIDA dans lesquels les enfants peuvent poser des questions, parler de leurs problèmes et demander conseil. Le syndicat des enseignants zambiens a produit une pièce intitulée « Passion Free », qui a été enregistrée sur vidéo à l'intention des écoles et diffusée à la télévision nationale. En Côte d'Ivoire, les enseignants ont élaboré leurs propres activités d'apprentissage participatif pour traiter de la question des rapports entre les sexes et du SIDA en utilisant des jeux de rôle et des méthodes de travail en groupe ; et au Sénégal, les enseignants jouent un rôle actif dans les associations sportives et culturelles communautaires.

*« Les attitudes des enseignants doivent évoluer parce qu'alors que ce sont eux qui assurent l'enseignement sur le SIDA, ils conservent des modes de vie qui ne s'accordent pas avec les messages de cet enseignement. »*

Un responsable gouvernemental kényan.

### 3. LE COMPORTEMENT DE L'ÉDUCATEUR

La façon dont les éducateurs se comportent peut avoir un effet positif ou négatif sur les apprenants. Les enseignants peuvent être des modèles, des mentors et des protecteurs des apprenants mais leur comportement peut aussi saper l'action de l'éducation sur le VIH s'ils ne donnent pas le bon exemple. Les éducateurs qui ont eux-mêmes un comportement à risque ou ont des rapports sexuels avec les élèves perdent toute crédibilité sur le plan de l'enseignement relatif au VIH et au SIDA.

### Donner le bon exemple

Il ressort des travaux de recherche effectués au Kenya que 24 % des élèves et 17 % des parents estimaient que les enseignants ne donnaient pas le bon exemple pour ce qui est de leur comportement sexuel (Shaeffer, 1994). Le syndicat des enseignants du Kenya s'est inquiété du risque que le comportement inadmissible de quelques enseignants n'entache la réputation de toute la profession (Internationale de l'éducation, 2005). Selon une étude sur les élèves du primaire en Ouganda, 11 % des filles ont déclaré avoir été forcées d'avoir des rapports sexuels avec un enseignant et des cas de parents qui retirent leurs filles de l'école en raison des abus sexuels des enseignants ont été signalés (ActionAid International, 2003). Selon une autre étude menée dans les provinces sud-africaines de Free State et Limpopo, 21 % des enseignants et des apprenants et 35 % des enseignants principaux estimaient que les liaisons entre enseignants et apprenants étaient fréquentes ou très fréquentes (Schierhout et al., 2004).

L'école devrait être un lieu sûr pour les élèves et les enseignants mais les rapports sexuels non consentis, les viols et les abus subis par des élèves ou des enseignants ne sont pas si rares. Ces actes non seulement rendent plus difficiles les relations entre l'école et la communauté mais, plus grave encore, ils font aussi courir aux élèves un risque accru d'infection par le VIH.

Les éducateurs hésitent souvent à admettre qu'il y a un problème de harcèlement sexuel à l'école et ils peuvent s'estimer impuissants à s'attaquer à ce problème, en particulier lorsqu'il est ignoré, sinon créé, par des collègues. Il arrive que les victimes soient dissuadées de soulever le problème en dehors de l'école ou de saisir la justice. Comme le disait un enseignant principal sud-africain récemment parti à la retraite : « pour les écoles, les abus sexuels sont une source d'embarras, d'où, souvent, la tentation de balayer tout ça sous le tapis. Il n'y a pas de système d'appui conçu pour les aider. La victime court le risque qu'on ne la croie pas et qu'elle soit ostracisée et ridiculisée ».

## 3.1 S'attaquer au problème de la violence et des abus sexuels à l'école

### Stratégies et actions concrètes

#### *Plaider pour l'adoption d'une législation qui interdise les rapports sexuels entre éducateurs et élèves et engager des poursuites contre les éducateurs qui se rendent coupables d'exploitation sexuelle de leurs élèves*

Il faut des lois et des politiques qui interdisent et sanctionnent les irrégularités graves et assurent le professionnalisme des enseignants. Tous les ministères de l'éducation devraient prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des éducateurs qui ont des rapports sexuels avec des apprenants. Toutefois, dans la pratique, les règlements relatifs aux comportements sexuels fautifs ne sont pas toujours appliqués.

### Donner suite aux allégations de comportement fautif

Au Malawi, la suite donnée aux allégations de comportement sexuel fautif est tributaire des mesures que prend l'enseignant principal, et la sanction la plus fréquente est le transfert à une autre école. Au Botswana, l'agression sexuelle et le viol étant des infractions pénales, il faut qu'il y ait des témoins ou des preuves matérielles irréfutables et le fait que la charge de la preuve incombe au plaignant signifie que peu d'éducateurs font l'objet de poursuites. En Ouganda, par contre, au moins un enseignant dans les écoles couvertes par l'enquête avait fait de la prison pour délit sexuel avec un apprenant. Les carences de la réglementation dans ces trois pays sont les suivantes : c'est aux apprenants de parler et d'exprimer des allégations, il y a peu de ressources pour enquêter sur les allégations ; les enseignants sont fortement incités à serrer les rangs, et la volonté des parents d'engager des poursuites bute sur des considérations culturelles, par exemple le paiement d'une indemnité aux parents d'une fille ou la promesse d'épouser celle-ci.

### Étude de cas – Zambie

Les directives sur le VIH/SIDA adressées par le Ministère zambien de l'éducation aux éducateurs stipulent clairement que les rapports sexuels entre les éducateurs et les apprenants sont contraires à la loi même s'il y a consentement de l'apprenant et que des mesures disciplinaires strictes sont prises à l'encontre des éducateurs fautifs. Les éducateurs qui ont des rapports sexuels avec des apprenants sans le consentement de ces derniers ou

avec des apprenants âgés de moins de 16 ans sont accusés de viol sur mineur, infraction qui emporte une peine de 10 à 15 ans de prison. Un éducateur qui est au courant des rapports sexuels d'un collègue avec un apprenant doit signaler ce fait à un enseignant principal, ainsi qu'à la police si l'apprenant est âgé de moins de 16 ans. S'il ne le fait pas, il peut être accusé de complicité de viol (République de Zambie, 2003a).

### *Associer les syndicats d'enseignants à la lutte contre la violence à l'égard des femmes*

Il convient d'encourager les syndicats d'enseignants à faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard du harcèlement et autres abus sexuels subis par des élèves ou des collègues à l'école. Les syndicats peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les écarts des enseignants mais, à ce jour, peu de syndicats ont établi des codes de conduite professionnels. Les codes de conduite du personnel sont d'une importance capitale tant pour protéger les enfants que pour accroître la confiance de la communauté et la demande de scolarisation.

#### **Pour un environnement scolaire non sexiste : kit à l'intention des éducateurs et de leurs syndicats (Internationale de l'éducation et Education Development Center, Inc., 2007)**

Ce kit est en principe destiné aux syndicats d'enseignants et aux éducateurs des pays qui, partout dans le monde, participent au programme IE-EPT/SIDA. Il sert à créer un environnement d'apprentissage sûr offrant l'égalité des chances aux apprenants des deux sexes. Les informations de base essentielles sont fournies, par exemple le lien entre les rôles sexospécifiques et le bien-être. L'essentiel de cet outil est organisé autour de cinq domaines prioritaires propres à aider les syndicats d'enseignants et les éducateurs à contester les stéréotypes sexistes et à aider les apprenants à se constituer une identité sexuelle saine.

Ce kit peut être commandé en s'adressant à [ef aids@ei-ie.org](mailto:ef aids@ei-ie.org) ou téléchargé à partir du site [http://www.ei-ie.org/ef aids/en/documentation\\_ei-php](http://www.ei-ie.org/ef aids/en/documentation_ei-php)

Les syndicats et les gouvernements devraient collaborer à l'élaboration de codes de conduite des éducateurs et veiller à ce qu'ils soient adoptés et intégrés aux politiques et aux activités de formation du ministère de l'éducation et du syndicat. Il est également important d'aider les enseignants à réfléchir à leur propre expérience et à leurs attitudes avant de s'attaquer à la violence à l'égard des femmes et au harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

#### **S'attaquer à la violence à l'égard des femmes**

Un programme pilote d'élaboration de programmes d'enseignement sur la violence à l'égard des femmes à l'intention des écoles primaires d'Afrique du Sud a débuté par l'examen avec les enseignants de leur propre expérience de ce phénomène. À ce sujet, 12 % des enseignantes ont déclaré avoir fait l'objet d'un harcèlement sexuel de la part d'un collègue et un pourcentage analogue d'enseignants a admis avoir commis des abus sexuels à l'égard d'un partenaire intime.

Source : <http://www.id21.org/Education/EgveDreyer.html>

### *Établir des normes et des mécanismes scolaires et communautaires pour protéger les élèves*

Les approches possibles dans ce domaine consistent notamment à désigner des responsables scolaires ou communautaires de la protection de l'enfance et à former des conseillers et des agents d'orientation. Les écoles devraient aussi adopter des systèmes qui permettraient aux enseignants et aux élèves de signaler les cas de harcèlement et d'exploitation et d'abus sexuels. Il faut garantir aux élèves des procédures de recours indé-

pendantes et confidentielles. Les enseignants principaux et les conseils d'administration des écoles ainsi que les associations de parents et d'enseignants ont tous une responsabilité à assumer et un rôle à jouer dans la protection des élèves contre l'exploitation et les abus sexuels. Dans certains pays, les écoles ont adopté des règlements qui interdisent ou dissuadent les rapports sexuels et les contacts extrascolaires entre enseignants et élèves.

## **4. PRÉVENTION, SOINS, TRAITEMENTS ET SOUTIEN CONCERNANT LES ÉDUCATEURS INFECTÉS OU AFFECTÉS PAR LE VIH**

Les éducateurs risquent, comme tout le monde, d'être infectés par le VIH. Dans certains contextes, les forts taux de mobilité du personnel, l'isolement et la séparation d'avec les conjoints sont des facteurs possibles d'augmentation du risque. Des politiques et des programmes sont donc nécessaires pour protéger les éducateurs de l'infection et fournir les soins, les traitements et le soutien

voulus à ceux qui sont infectés ou affectés. Ces politiques et programmes devraient également traiter de questions telles que les prestations de maladie et de décès, les assurances, les congés compassionnels, les horaires flexibles, les droits liés à l'emploi, la confidentialité, la divulgation d'informations et les dossiers médicaux.

### Que faut-il mettre dans une stratégie globale de prévention, de soins et de soutien ?

- De solides évaluations de la prévalence et du risque.
- Des programmes inclusifs d'éducation et de prévention.
- Une promotion active des tests du VIH.
- La création de groupes de conseil et de soutien au niveau des lieux de travail.
- Un suivi minutieux des affectations et transferts d'enseignants.
- L'affectation d'enseignants supplémentaires dans les écoles comportant des enseignants malades.
- La mise en place de règles et de procédures qui traitent de la maladie et de l'absentéisme.
- Le soutien médical et l'offre de TAR.

## 4.1 Élaborer des politiques globales pour le lieu de travail

Les écoles et autres établissements éducatifs sont aussi des lieux de travail pour des adultes. Les politiques régissant ces lieux de travail devraient être conformes au Code de bonne pratique sur le VIH/SIDA et le monde du travail de l'OIT (OIT, 2001). Des politiques spécifiques relatives au VIH et au SIDA sur le lieu de travail à l'intention du secteur de l'éducation peuvent aider à faire en sorte que des questions comme celles du comportement et du soutien des éducateurs soient reconnues et que des mécanismes propres à guider la réponse à

ces problèmes soient mis en place. Ces politiques pour le lieu de travail devraient couvrir : l'évaluation de la prévalence et du risque ; l'éducation et la prévention ; les tests et la divulgation de l'information ; les conseils et le soutien ; l'affectation et les transferts ; la couverture en effectifs ; la maladie et l'absentéisme ; le soutien médical, y compris les TAR ; les conseils en nutrition ; le perfectionnement du personnel ; et les prestations afférentes aux décès et aux funérailles.

### Collaboration OIT/UNESCO sur les « politiques relatives au VIH et au SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation »

La collaboration OIT/UNESCO a pour objet d'aider les États membres à élaborer ou à adapter des politiques relatives au VIH et au SIDA sur le lieu de travail à l'intention du secteur de l'éducation, le but étant de garantir des environnements d'apprentissage favorables et sûrs qui répondent aux besoins des éducateurs et des élèves.

En 2004, l'OIT a lancé un programme visant à élaborer une approche sectorielle du VIH et du SIDA sur le lieu de travail dans le secteur de l'éducation, en complément au Code de bonne pratique sur le VIH/SIDA et le monde du travail de l'OIT, qui avait été adopté en 2001 (OIT, 2000a).

En 2005, l'UNESCO s'est associée à l'OIT pour élaborer une politique relative au VIH et au SIDA sur le lieu de travail ainsi que les matériels pédagogiques correspondants à l'intention du personnel de l'éducation et autres parties prenantes au niveau national et à celui des institutions.

Cette initiative a été depuis mise en œuvre au niveau régional dans les Caraïbes et en Afrique australe, avec les résultats suivants :

- une politique relative au VIH et au SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation adaptée et spécifique à chaque région (OIT et UNESCO, 2006a et 2006b) ;

- des directives d'exécution ; et
- des schémas de plan d'action/stratégie pour chaque pays participant à l'élaboration de cette politique régionale.

L'OIT et l'UNESCO travaillent en étroite collaboration avec des organismes gouvernementaux des États membres, des organisations qui s'occupent d'emploi, des syndicats d'enseignants, des organisations de la société civile et d'autres organisations partenaires, d'abord pour concevoir ces politiques et ensuite pour assurer un appui ultérieur à leur diffusion et leur application. L'UNESCO et l'OIT aident actuellement la Zambie et le Mozambique (juin 2007 à mars 2008) à expérimenter des politiques et programmes relatifs au VIH et au SIDA spécifiques à chaque pays pour le secteur de l'éducation dans un certain nombre d'établissements d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur).

En Namibie, le Ministère de l'éducation est en train d'élaborer au niveau du pays une politique et un plan de mise en œuvre spécifiques reposant sur la politique régionale pour l'Afrique australe ; la première réunion des parties prenantes à cette initiative s'est tenue en juillet 2007.

## Liste de contrôle pour la mise en œuvre d'une politique relative au VIH et au SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation

### À l'échelon national

1. Les ministères de l'éducation et du travail créent conjointement un comité d'examen composé de représentants des pouvoirs publics, des syndicats du secteur de l'éducation, des employeurs/cadres d'écoles privées et d'autres parties prenantes, comme convenu dans l'accord tripartite, pour examiner l'application des dispositions de cette politique au niveau des institutions, conformément aux lois nationales en vigueur et aux cadres stratégiques, aux règlements, aux politiques, aux conventions collectives et aux politiques de ressources humaines du secteur de l'éducation.
2. Les organisations d'employeurs et les syndicats du secteur de l'éducation examinent ce cadre directeur pour s'assurer que les principes et les lignes directrices qui y figurent sont pris en compte dans les conventions collectives.
3. Le comité d'examen révisé, si nécessaire, cette politique et organise sa distribution dans tous les lieux de travail du secteur de l'éducation : écoles, centres d'enseignement technique et professionnel et de formation et établissements d'enseignement supérieur, d'éducation des adultes et d'éducation non formelle, etc.
4. Le comité d'examen met en place des mécanismes de soutien à la mise en œuvre de cette politique pour aider les institutions à l'appliquer.

### Au niveau des établissements d'enseignement

5. En consultation avec d'autres grandes parties prenantes, l'organe directeur ou le principal [directeur] nomme un coordonnateur/comité de lutte contre le VIH et le SIDA, en fonction des moyens dont dispose l'établissement, pour coordonner la mise en œuvre de la politique et concevoir un mécanisme de suivi. Si un tel comité existe déjà sur le lieu de travail (comité d'hygiène et de sécurité, etc.), il faut en tirer parti.
6. Le coordonnateur/comité de lutte contre le VIH et le SIDA, en consultation avec le département des ressources humaines de l'institution et/ou le service de l'éducation, l'organe directeur ou le principal, les élèves et les enseignants et les représentants des autres agents du secteur de l'éducation :
  - a. identifie les besoins spécifiques à chaque institution en examinant comment le cadre directeur adopté au niveau national peut être adapté au contexte de chaque lieu de travail considéré ;
  - b. identifie les besoins des élèves et des enseignants avant d'organiser le programme de l'institution.
7. Le coordonnateur/comité de lutte contre le VIH et le SIDA détermine quels services sanitaires, sociaux, de soutien, d'information et autres ressources existent déjà dans l'institution ou dans la communauté environnante.
8. À partir de cette évaluation et de cet inventaire des services disponibles, le coordonnateur/comité rédige des révisions éventuelles au cadre directeur et au plan de travail, en consultation avec les élèves, les enseignants et les représentants des autres travailleurs du secteur de l'éducation. Ce plan de travail doit comporter un calendrier et une définition des responsabilités.
9. Le projet de politique et de plan est distribué, pour observations, à l'organe directeur et au principal de l'établissement.
10. Lorsque la politique et le plan de travail sont dans leur version définitive, le coordonnateur/comité établit une liste des ressources - humaines, financières et techniques - nécessaires pour la mise en œuvre, en consultation avec l'organe directeur et le principal.
11. La mise en œuvre de la politique applicable sur le lieu de travail doit s'inscrire dans le cycle normal de planification et de budgétisation de l'institution.
12. Le coordonnateur/comité organise la diffusion de la politique et du plan de travail par l'entremise de l'organe directeur, des assemblées d'enseignants et des réunions syndicales du secteur, des assemblées d'élèves, des cours d'initiation et des stages de formation.
13. Le coordonnateur/comité, en consultation avec les représentants des enseignants et d'autres travailleurs et des élèves du secteur de l'éducation, élabore un mécanisme de suivi chargé de veiller à la mise en œuvre du plan de travail et d'examiner l'impact de la politique, le cas échéant.

Source : OIT et UNESCO, 2006b (Politique pour l'Afrique australe, appendice 6).

## ***Veiller à ce que les politiques protègent les droits du personnel enseignant et non enseignant***

Les éducateurs vivant avec le VIH devraient avoir les mêmes droits en matière d'emploi que le reste du personnel. L'aptitude à enseigner doit être jugée à l'aune de l'état physique et psychologique de l'enseignant et le VIH devrait être traité de la même manière que n'importe quelle autre maladie chronique. Les enseignants et autres agents séropositifs qui sont par ailleurs en bonne santé ne doivent pas être privés de travail, d'emploi ou de promotion ni être licenciés ou privés d'accès à la formation, à la sécurité sociale ou autres avantages professionnels.

Il importe au plus haut point de travailler avec les syndicats, les enseignants, les organes directeurs des écoles et les autorités locales, lorsque celles-ci recrutent et rémunèrent les éducateurs, pour introduire des politiques qui protègent tout le personnel - enseignant et non enseignant - contre les tests obligatoires et la discrimination en matière d'emploi et pour protéger la confidentialité des dossiers médicaux et des traitements. Les leçons tirées de l'expérience donnent à penser qu'il est important que des agents du Ministère de l'éducation soient spécifiquement chargés d'élaborer et de mettre en œuvre de telles politiques.

### **L'élaboration des politiques relatives au VIH et au SIDA**

Au Zimbabwe, le Bureau de l'UNESCO à Harare a aidé le Ministère de l'enseignement supérieur à élaborer une politique relative au VIH et au SIDA à l'intention des écoles de formation des enseignants. Cette politique couvre les droits et responsabilités du personnel, des élèves et des personnes vivant avec le VIH, la réduction du risque, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination, les inégalités entre les sexes et le VIH et le SIDA, l'acquisition des compétences et la fourniture de services de prévention, de soins et de soutien.

Au Kenya, l'UNESCO a aidé à finaliser les lignes directrices applicables sur le lieu de travail établies par la Commission de l'enseignement. Ces lignes directrices couvrent les conditions d'emploi, les transferts, la maladie et l'absentéisme, la disponibilité des TAR et l'accès à ces thérapies, entre autres sujets. L'UNESCO a aussi aidé au renforcement des capacités des administrateurs et cadres supérieurs des universités et autres établissements d'enseignement supérieur au Kenya et en Ouganda en matière d'élaboration de politiques institutionnelles sur le VIH et le SIDA et d'intégration de ce sujet à tous les programmes.

L'UNESCO aide actuellement les commissions de l'enseignement de l'Afrique de l'Est à améliorer la prévention et l'enseignement des compétences nécessaires dans la vie quotidienne, à promouvoir l'accès aux CTV et aux TAR, à améliorer la situation des enseignants et à concevoir et appliquer des codes de conduite professionnels. La suite donnée récemment à une consultation organisée en 2003 a fait ressortir les difficultés suivantes : lenteur des changements d'attitudes et de comportements en dépit des ateliers de sensibilisation ; manque de données récentes sur l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur ; augmentation de l'absentéisme chronique (surtout lorsque les enseignants infectés ont peur de révéler leur état) ; et manque de fonds pour une couverture complète par des programmes de prévention, de soins, de traitement et de soutien. Les commissions se sont engagées à élaborer des lignes directrices applicables sur le lieu de travail et à examiner l'incorporation de certaines questions précises au cadre juridique existant, notamment les questions de congés de maladie, de retraite anticipée et de tests du VIH.

## ***Veiller à ce que les politiques traitent de la gestion du personnel vivant avec le VIH***

Les politiques de gestion du personnel doivent aborder des questions telles que le transfert vers des zones où les soins médicaux sont disponibles, les arrangements de travail différents (changement d'attributions, horaires de travail plus flexibles, etc.), la réintégration après une

période de maladie et des approches plus souples de travail à temps partiel et de partage des emplois pour permettre aux enseignants qui ont d'autres obligations (prendre soin de proches malades par exemple) de ne pas perdre leur emploi.

### Soutenir les enseignants séropositifs

Dans le cadre d'une consultation technique sur le soutien aux enseignants séropositifs en Afrique orientale et australe, on a souligné l'importance des politiques relatives au VIH et au SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation en tant qu'éléments capitaux pour pourvoir aux besoins des enseignants vivant avec le VIH. De telles politiques ont certes été élaborées dans nombre de pays de la région mais la question précise du soutien aux enseignants (et aux apprenants) vivant avec le VIH n'est pas considérée

comme prioritaire et les interventions au niveau des écoles demeurent particulièrement difficiles. Il faut donc réviser les politiques actuelles pour y introduire des dispositions sur les droits des enseignants et des élèves séropositifs ainsi que des mécanismes d'orientation garantissant une tolérance zéro à l'égard de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH.

Source : UNESCO et IE, 2007.

### Courage et espoir : Témoignages d'enseignants porteur du VIH en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2007)

Cet ouvrage contient une collection de récits d'enseignants vivant avec le VIH dans neuf pays : Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Kenya, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.

Ces récits mettent en lumière l'action menée par les enseignants séropositifs pour surmonter les difficultés rencontrées aussi bien dans la communauté que sur le lieu de travail.

Les axes d'action suivants y sont notamment suggérés :

- Appliquer intégralement les politiques nationales et institutionnelles existantes.
- Assurer l'accès universel aux CTV et au soutien.
- Aider à réaliser pleinement le rôle des syndicats d'enseignants.
- Se pencher sur les problèmes rencontrés par les enseignants séropositifs dès la phase de formation des enseignants.
- Créer des réseaux nationaux efficaces de soutien aux enseignants vivant avec le VIH.

## 4.2 Prendre des mesures de réduction du risque de VIH

### Veiller à ce que les établissements de formation des enseignants incluent le VIH dans leur enseignement, favorisent des comportements sexuels moins risqués et assurent l'accès aux services et aux préservatifs

Dans le cadre du programme de renforcement des capacités des futurs enseignants en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA et d'acquisition des compétences nécessaires dans la vie quotidienne au Zimbabwe, le Bureau de l'UNESCO à Harare collabore avec le Ministère de l'enseignement supérieur pour aider les conférenciers et les futurs enseignants à adopter un comportement plus positif et réduire les risques d'infection par le VIH. Plus précisément, en collaboration avec l'Internationale des services publics (ISP), il introduira les CTV dans les collèges de formation des enseignants. Cette initiative commune de l'UNESCO-ISP comporte les activités suivantes : communication interpersonnelle pour fournir aux futurs enseignants une éducation de base sur le VIH et le SIDA ; renforcement des capacités des enseignants principaux ; formation aux services de conseil des conférenciers des collèges ; travail de promotion par

le réseau de CTV « Nouveau départ » ; et soutien aux réseaux d'appui post-tests du « Nouveau début » pour établir des groupes d'appui et des réseaux d'orientation dans ce domaine.

En février 2005, 823 élèves avaient bénéficié de services de conseil et 773 de services de conseil et de tests mais le suivi a été relativement faible et un seul club de suivi des tests avait été créé. On constate néanmoins un soutien et un engagement résolu de la part des principaux de collège en faveur de l'introduction des CTV et une forte demande émanant des élèves des deux sexes. Partant de l'expérience acquise jusqu'ici, l'UNESCO et l'ISP recommandent d'utiliser les clubs existants de lutte contre le SIDA pour fournir cet appui après les tests et une formation au conseil par les pairs et pour améliorer les systèmes de liens et d'orientation.

## Instituer l'éducation et la prévention relatives au VIH sur le lieu de travail à l'intention des enseignants et autres personnels

Le Ministère zambien de l'éducation a commencé en 2003 à élaborer une politique et un programme globaux pour le lieu de travail. Le programme vise à sensibiliser davantage les employés au VIH et au SIDA, prévenir l'infection par le VIH au sein du personnel, créer un environnement favorable pour tout le personnel, fournir des services de conseil aux employés infectés ou affectés et diffuser des renseignements sur les services de soins et de soutien disponibles pour les membres du personnel infecté et leur famille.

Les activités prévues dans ce cadre portent notamment sur :

- la communication pour le changement des comportements assurée par des pairs enseignants ; la distribution de préservatifs ;

- la promotion des CTV ;
- la fourniture de renseignements sur les traitements, de conseils sur la nutrition et de TAR au personnel infecté ; et
- les stratégies de lutte contre les comportements sexuels fautifs des enseignants.

Les difficultés recensées sont les suivantes :

- compréhension limitée de la notion de programme pour le lieu de travail ;
- manque de fonds, de moyens de transport et d'éducateurs disposés à parler ouvertement de leur séropositivité et à participer au programme ;
- coordination déficiente ; et
- recours limité aux TAR.

### 4.3 Lutter contre la stigmatisation et la discrimination

#### Encourager les milieux éducatifs à favoriser la compréhension, la compassion et la non-discrimination

##### *Associer effectivement les personnes vivant avec le VIH et leurs groupes aux activités scolaires*

Faire participer les personnes vivant avec le VIH c'est reconnaître la contribution importante qu'elles peuvent apporter à la réponse au VIH et au SIDA. Ces personnes donnent une voix et un visage humains à l'épidémie dans l'esprit des gens et des communautés.

La participation des personnes vivant avec le VIH aux activités de lutte contre le VIH et le SIDA va à l'encontre de la raison même de ce qui fait l'exception du virus, à savoir la stigmatisation et la discrimination qu'il

engendre. La participation effective des personnes séropositives est un très bon moyen de modifier les attitudes à l'égard des personnes vivant avec le VIH et des principales populations que les communautés associent avec le VIH et le SIDA. Par ailleurs, la participation de ces personnes permet aux communautés et aux individus de parler de sujets qui, sinon, demeureraient intouchables, à savoir le sexe, la sexualité, la toxicomanie, la maladie et la mort.

#### S'attaquer à la stigmatisation et à la discrimination

Le syndicat des enseignants du Guyana a adopté un programme de lutte contre la stigmatisation et la discrimination et de promotion d'une politique efficace sur le VIH et le SIDA dans les écoles. À la Trinité-et-Tobago, le syndicat des enseignants a mis au point une politique et un manuel des enseignants sur le VIH et le SIDA qui traite des droits des enseignants et des élèves d'aider les éducateurs à s'attaquer à la stigmatisation et la discrimination.

En Namibie, le syndicat des enseignants, avec le soutien du Bureau de l'UNESCO à Windhoek, a élaboré une politique et un code de conduite sur le VIH et le SIDA axés sur trois objectifs : prévenir le VIH ; fournir un appui psychosocial aux personnes vivant avec le VIH, et limiter l'impact socioéconomique de l'épidémie. Il y est proposé d'interdire la discrimination contre les enseignants séropositifs et de prévoir des arrangements permettant à ces derniers de bénéficier d'un soutien médicosocial et d'une assistance juridique en cas de différend sur le lieu de travail.

« Cher M. Dhliwayo,

*C'est presque la fin de l'année et je me demande vraiment comment j'ai réussi à être ici et à me sentir si bien, alors que j'ai vu tant d'autres malades et en butte à des difficultés qui pour moi sont aujourd'hui du passé. Merci infiniment d'être entré dans nos vies d'élèves : j'ai été profondément touché quand vous nous avez parlé. Je ne suis plus le même depuis. Je suis résolument décidé à affronter 2005 de manière positive car je sais à présent que c'est possible. J'ai réussi à dire la vérité à mon fils et à la plupart de mes proches à Noël et ils ont reconnu que j'avais complètement changé. Merci de vos conseils, de votre courage et de votre sens du concret. Je sais qu'il y a des milliers d'élèves qui, partout, auraient aimé vous dire merci.*

*J'espère que mon histoire aidera d'autres enseignants à faire fi de la stigmatisation et à ne plus se cacher. Mes amis et moi-même sommes membres du club post-tests que vous avez aidé à créer. Nous allons prier pour vous afin que vous puissiez continuer à prêcher la bonne parole sur le VIH et le SIDA auprès des enseignants. Dites merci de notre part à l'UNESCO. Merci à vous tous d'avoir été là quand nous avons besoin de vous. Puissiez-vous seulement faire de même pour d'autres élèves. »*

Source :

Lettre qu'un élève enseignant du Zimbabwe a adressée à Believe Dhliwayo, personne vivant avec le VIH qui aide à la mise en œuvre du programme soutenu par l'UNESCO dans les collèges de formation des enseignants.

#### 4.4 Assurer un accès aux services et au soutien

##### Assurer un accès aux services de conseil

Les éducateurs et autres agents qui sont infectés ou affectés par le VIH doivent pouvoir accéder aux services de conseil. Une solution consiste à former un effectif de conseillers qui se rendent régulièrement dans les écoles. Les enseignants qui ont affaire à des apprenants infectés ou affectés peuvent aussi avoir besoin de conseils et d'un soutien psychosocial.

##### Plaider la cause de l'accès aux tests et au traitement du VIH

Les enseignants et autres agents du secteur de l'éducation doivent pouvoir accéder aux CTV et aux TAR. Il ne suffit pas d'adopter des politiques. Les syndicats, les enseignants principaux et autres membres du personnel doivent être au courant des politiques en matière de traitement. L'IE encourage les syndicats d'enseignants à plaider la cause de l'accès aux traitements des enseignants vivant avec le VIH.

##### Traitement des enseignants

Au Burkina Faso, pays où il faut 17 500 CFA (39 dollars des États-Unis) par mois pour couvrir les coûts d'un traitement subventionné, les enseignants séropositifs peuvent demander environ 50 000 CFA (111 dollars des États-Unis) tous les trois mois au Ministère de l'éducation et 25 000 CFA (56 dollars des États-Unis) peuvent être alloués aux membres de la famille de tout enseignant infecté par le VIH. Or, par manque d'information, peu d'enseignants profitent de cette assistance, ce qui a amené les syndicats d'enseignants et le Ministère de l'éducation à veiller ensemble à ce que tous les enseignants du pays soient mis au courant.

Au Cambodge, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam, il existe d'excellentes politiques de non-discrimination à l'égard du personnel enseignant et non enseignant et du droit de ces personnes à une assistance et un traitement lorsqu'elles sont malades. Cela étant, les directeurs et autres personnels des écoles ignorent souvent ces politiques. Des mesures s'imposent pour faire en sorte que ces politiques soient appliquées (UNESCO Bangkok, 2005b).

## Promouvoir le soutien aux éducateurs infectés ou affectés, pour leur permettre de mener une vie positive et de conserver une activité professionnelle effective

Les enseignants occupent une position particulière dans la société. Ils éduquent nos enfants, dont ils ont la garde, en représentant des modèles positifs et en assurant la supervision par des adultes. Mais les enseignants sont aussi, comme tout un chacun, vulnérables à l'infection par le VIH et peuvent être personnellement affectés par le virus dans leur famille et leur communauté ou par la nécessité de prendre soin de quelqu'un d'autre. Les enseignants

infectés ou affectés par le VIH et le SIDA peuvent à ce titre faire l'objet d'une stigmatisation et d'une discrimination tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu scolaire du fait de leur rôle particulier dans la société. Il n'en demeure pas moins qu'il incombe au secteur de l'éducation de soutenir tous les enseignants indépendamment de leur statut au regard du VIH et de promouvoir leur participation à la réponse à l'épidémie.

### Programme IE-EPT/SIDA

En 2005, l'Internationale de l'éducation et ses partenaires – OMS et EDC – ont lancé un nouveau programme sur l'EPT et le VIH et SIDA, baptisé programme IE-EPT/SIDA.

Ce programme est axé sur la prévention du VIH parmi les enseignants et les apprenants et sur l'atténuation de l'impact de l'épidémie sur la réalisation des objectifs de l'EPT. Les trois organisations partenaires ont identifié les modalités suivantes par lesquelles les syndicats peuvent aider les enseignants vivant avec le VIH :

- Adopter une politique syndicale qui protège les enseignants séropositifs contre la stigmatisation et la discrimination. Si une politique sur le VIH et le SIDA existe déjà, s'employer à l'améliorer. Une telle politique doit viser à :
  - associer les personnes vivant avec le VIH à participer à tous les niveaux aux activités syndicales sur le VIH et le SIDA ;
  - traiter les questions relatives à la divulgation de l'information sur le statut au regard du VIH et à la confidentialité ;
  - ménager au sein du syndicat un espace sûr où les personnes infectées par le VIH peuvent se réunir (un groupe d'appuis par exemple) ;
  - renforcer les capacités des personnes vivant avec le VIH.
- Instaurer des partenariats avec les groupes, organisations et réseaux de personnes vivant avec le VIH et promouvoir auprès des pouvoirs publics et de toute la population les droits et les devoirs des enseignants infectés ou affectés par le VIH.
- Fournir une assistance aux groupes de soutien aux enseignants vivant avec le VIH, que ces groupes appartiennent ou non au syndicat. En l'absence de tels groupes, aider à en créer un.
- Associer les enseignants séropositifs aux programmes syndicaux sur le VIH et le SIDA.

Pour plus d'informations, voir le site Web du programme IE-EPT/SIDA : <http://www.ei-ie.org/ef aids/fr/index.php>

### Mobiliser le soutien aux enseignants

Au Zimbabwe, le Bureau de l'UNESCO à Harare s'emploie à renforcer les capacités des établissements de formation des enseignants en matière de soins et de soutien par la promotion de l'accès aux conseils et aux traitements, la sensibilisation des communautés environnantes et la création de groupes de soutien.

Au Malawi, le Ministère de l'éducation encourage et appuie la création de groupes de soutien aux enseignants séropositifs, tandis qu'en Zambie, le Ministère encourage le développement des interventions du Groupe d'action des enseignants contre le SIDA, qui mène un travail auprès des enseignants vivant avec le VIH.

### Le rôle capital des enseignants séropositifs et des syndicats d'enseignants

Pour la Journée mondiale contre le SIDA de 2006, l'UNESCO et les partenaires du programme IE-EPT/SIDA ont organisé une réunion consultative technique de différentes parties prenantes, dont les ministères de l'éducation, les syndicats d'enseignants et les réseaux d'enseignants séropositifs de six pays d'Afrique orientale et australe – les deux régions du monde les plus touchées par le VIH et le SIDA -, à savoir le Kenya, la Namibie, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Les participants ont passé en revue les actions menées au niveau des régions, des pays et des communautés, examiné les obstacles et les facteurs d'accès s'agissant de pouvoir aux besoins des enseignants séropositifs et formulé des recommandations sur la manière de surmonter ces difficultés.

Le rapport sur le soutien aux enseignants séropositifs en Afrique orientale et australe (UNESCO et IE, 2007) insiste sur le rôle capital des réseaux d'enseignants séropositifs et des syndicats d'enseignants dans la mise en œuvre d'une réponse globale qui réalise le droit de ces enseignants d'accéder aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien ainsi que leur droit de travailler sans discrimination. Il souligne en outre que pour permettre aux enseignants séropositifs de continuer de travailler dans un environnement protecteur exempt de stigmatisation et de discrimination et pour promouvoir leur participation à la réponse du secteur de l'éducation à l'épidémie, les ministères de l'éducation, les syndicats d'enseignants, les directions des écoles et les partenaires pour le développement doivent :

- identifier les besoins des enseignants vivant avec le VIH et les effets qu'ils subissent aux niveaux individuel, professionnel, communautaire et systémique, en prenant en considération l'hétérogénéité des populations d'enseignants ;
- améliorer l'accès aux programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien, s'agissant en particulier des enseignants dans les zones difficiles d'accès ;
- instaurer des partenariats entre les réseaux d'enseignants séropositifs et les syndicats d'enseignants ;
- organiser le soutien des enseignants par d'autres enseignants, en particulier sur leur lieu de travail, l'école
- élaborer et appliquer des politiques relatives aux VIH et au SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation qui soient opérationnelles au niveau des écoles ;
- assurer la formation et le renforcement des compétences en vue de réduire la stigmatisation à l'égard des enseignants vivant avec le SIDA et de doter tous les enseignants des connaissances et des compétences nécessaires pour réduire le risque de leur propre infection par le VIH, leur aptitude à enseigner les questions relatives au VIH, et de soutenir les élèves et les collègues qui sont infectés et/ou affectés par le virus ;
- instaurer des partenariats stratégiques, y compris avec les administrateurs scolaires et d'autres secteurs ;
- mener à bien au niveau des communautés des activités propres à réduire la stigmatisation des enseignants vivant avec le VIH, et des activités de sensibilisation ;
- organiser des programmes qui soient fondés sur des données avérées, ce qui nécessite aussi un suivi et une évaluation efficaces.

## BIBLIOGRAPHIE

- ActionAid International. 2003. *The sound of silence: Difficulties in communicating on HIV/AIDS policy for the education sector in Southern Africa in schools*. Londres, ActionAid International.
- BAGGALEY, R., SULWE, J., CHILALA, M. et MASHAMBE, C. 1999. HIV stress in primary school teachers in Zambia. *Policy and Practice*. Vol. 77. n° 3, p. 284-7.
- Banque mondiale. 2007. *Courage and Hope: Stories from teachers living with HIV and AIDS in sub-Saharan Africa, Stories from selected countries*. Version destinée à la Réunion des réseaux africains de points focaux des ministères de l'éducation sur le VIH et le SIDA, Nairobi, Kenya, 27-30 novembre 2007. Washington, D.C., The World Bank.
- BRUNSWICK, E. et VALÉRIEN, J. 2003. *Les classes multi-grades : une contribution au développement de la scolarisation au milieu rural ?* Paris, UNESCO IIEP.
- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004 : implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*. Paris, UNESCO.
- Internationale de l'éducation 2005. *The school. A safe and healthy environment for teachers and learners. Newsletter on HIV/AIDS Prevention in Schools*. n° 5, mars 2005.
- Internationale de l'éducation et Education Development Center, Inc. 2007. *Building a gender friendly school environment: A toolkit for educators and their unions*. Bruxelles, Internationale de l'éducation.
- Internationale de l'éducation, Organisation mondiale de la santé et Educational Development Center, Inc. 2004. *Participatory learning activities from the EI/WHO training and resource manual on school health and HIV and AIDS prevention*. WHO Information Series on School Health. Genève, OMS. [http://www.who.int/school\\_youth\\_health/resources/en/sch\\_document6-1\\_HIV\\_prevention\\_en.pdf](http://www.who.int/school_youth_health/resources/en/sch_document6-1_HIV_prevention_en.pdf)
- Internationale de l'éducation. 2000. *Results of the EI survey concerning HIV-related actions and policies of teachers' unions, ministries of education and ministries of health*. Bruxelles. Internationale de l'éducation.
- Internationale de l'éducation. 2007. *Training for Life : EI Report, Teacher Training on HIV/AIDS*. Bruxelles, Internationale de l'éducation, juillet 2007.
- Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, UNICEF et UNESCO Cambodge, 2004. *Enquête nationale sur les comportements à risque chez les jeunes*. Rapport succinct.
- NZIOKA, C. 2005. *Contextualizing HIV and AIDS in educational planning and management: Training needs assessments for educational planners and managers in Ethiopia, Ghana, Kenya and Rwanda*. Rapport présenté à l'atelier de partenaires de l'ADEA sur le VIH/SIDA et l'éducation, 11-14 mai 2005. Entebbe, Ouganda.
- OIT et UNESCO. 2006a. *HIV and AIDS workplace policy for the education. Sector in the Caribbean*. Port of Spain, OIT et UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001472/147278E.pdf>
- OIT et UNESCO . 2006b. *HIV and AIDS workplace policy for the education sector in Southern Africa*. Genève, OIT et UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf>
- OIT. 2001. *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*. Genève, OIT. <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/codelanguage.htm>
- PEVZNER, E., 2005. *Confronting the HIV epidemic: skills for teaching and survival*. Chapel Hill, Université de la Caroline du Nord, École de santé publique.
- République de Zambie. 2003a. *HIV/AIDS guidelines for educators*. Lusaka, Ministère de l'éducation, Zambie.
- République de Zambie. 2003b. *How can educators contribute to the fight against AIDS in Zambia?* Lusaka, Ministère de l'éducation, Zambie.

- SCHIERHOUT, G., KINGHORN, A., GOVENDER, R., MUNGANI, J. et MORELY, P. 2004. *Quantifying effects of illness and death on education at school level: Implications for HIV/AIDS responses*. Rapport présenté au Centre conjoint d'études politiques et économiques. Rosebank, Afrique du Sud, Health and Development Africa.
- SHAEFFER, S. 1994. *The impact of HIV/AIDS on education: a review of literature and experience*. Paris, UNESCO.
- UNESCO Bangkok. 2005a. *Reducing HIV/AIDS vulnerability among students in the school setting: A teacher training manual*. Bangkok, UNESCO Bangkok. [http://www2.unescobkk.org/elib/publications/hiv\\_aids\\_manual/index.htm](http://www2.unescobkk.org/elib/publications/hiv_aids_manual/index.htm)
- UNESCO Bangkok. 2005b. *The untapped potential of school directors to strengthen school-based responses to HIV/AIDS*. Bangkok, UNESCO Bangkok. [http://www2.unescobkk.org/elib/publications/HIV\\_AIDS\\_EDU3/HIV\\_AIDS\\_EDU3.pdf](http://www2.unescobkk.org/elib/publications/HIV_AIDS_EDU3/HIV_AIDS_EDU3.pdf)
- UNESCO et ADEA. 2004. *Teaching in a World with AIDS*. Colloque sous-régional, Harare, Zimbabwe, 29 novembre - 1<sup>er</sup> décembre. Harare, UNESCO Harare.
- UNESCO et Internationale de l'éducation. 2007. *Supporting HIV-Positive Teachers in East and Southern Africa: Technical Consultation Rapport, 30 novembre – 1er décembre 2006, Kenya, Nairobi*. Paris, UNESCO et EI-EFAIDS.
- UNESCO Nairobi et Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie, Kenya. 2004. *Report of the appraisal on capacity building for teachers on HIV/AIDS preventive education*. Nairobi, UNESCO.
- UNESCO. 2006. *Quality Education in Conflict-Affected Countries: Translating the vision of quality education into the practical work of reconstruction – Facilitator's Manual for an introductory course for policymakers and practitioners of education programmes*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2007. *Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001499/149998e.pdf>
- UNESCO. 2008. *School-centred HIV and AIDS Care and Support in Southern Africa: Technical Consultation Report, 22-24 mai 2007, Gaborone, Botswana*. Paris, UNESCO.
- WARWICK, I. et AGGLETON, P. 2002. *The role of education in promoting young people's sexual and reproductive health : Best practice in sexual and reproductive health education for young people*. Londres Institute of Education, Université de Londres.
- YouthNet. 2004. *Teacher training : Essential for school-based reproductive health and HIV/AIDS education. Focus on sub-Saharan Africa*. Youth Issues Paper 3. Durham NC (États-Unis), Family Health International.

## RÉPONSE DE L'UNESCO AU VIH ET SIDA

En ses qualités d'organisme des Nations Unies dotée d'un mandat dans le domaine de l'éducation et de membre fondateur et coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'UNESCO aborde l'épidémie de manière globale. Elle est consciente que l'éducation peut jouer un rôle capital dans la prévention du VIH et que l'un de ses principaux rôles est d'aider les apprenants et les éducateurs, dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle, à éviter l'infection. Elle est aussi consciente qu'il lui incombe de réagir à l'impact de l'épidémie sur les systèmes éducatifs et qu'il faut redoubler d'efforts pour s'attaquer aux problèmes relatifs aux soins, au traitement et au soutien qu'il faut apporter aux personnes infectées et affectées par le VIH.

La stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA à l'échelle mondiale, révisée en 2007, est guidée par les cinq principes clés suivants (UNESCO, 2007) :

- **Cohérence et concentration** : L'UNESCO coordonne et concentre ses efforts sur les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif et où elle peut apporter une valeur ajoutée, conformément à la division du travail instaurée par ONUSIDA et autres recommandations visant à améliorer la coordination.
- **Maîtrise et partenariat** : L'UNESCO soutient les processus multipartenaires visant à réaliser au niveau des pays les objectifs convenus sur le plan international.
- **Efficacité** : Afin de promouvoir des réponses efficaces et efficientes, l'UNESCO soutient des approches fondées sur les données factuelles disponibles et émergentes, des approches holistiques fondées sur les droits, culturellement appropriées, spécifiques à chaque âge et scientifiquement précises ; elle cherche à associer d'une manière pertinente les personnes vivant avec le VIH et d'autres partenaires principaux, encourage et favorise l'égalité entre les sexes et tire parti des forces et des capacités sans équivalent de tous ses secteurs.
- **Flexibilité** : Pour répondre à différents besoins dans différents contextes, l'UNESCO prône le « connaître son épidémie ».
- **Action durable** : Le SIDA doit être reconnu comme une urgence de long terme qui exigera des décennies d'action stratégique pérenne.

Les cinq actions principales du programme de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA sont les suivantes :

- Plaidoyer et soutien en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles.
- Conseil en matière de politiques et de programmes.
- Appui technique et renforcement des capacités.
- Coordination et harmonisation.
- Suivi, mesure et évaluation des progrès.

Toutes les activités de l'UNESCO relatives au VIH et au SIDA reposent sur les principes fondamentaux selon lesquels elles doivent être scientifiquement précises, techniquement appropriées, favorables à l'égalité entre les sexes, spécifiques à chaque âge et enracinées dans les droits de l'homme, associant toutes les personnes qui vivent avec le VIH à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre des interventions.

Pour tout complément d'information sur la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA, voir <http://www.unesco.org/aids>

## OUTILS FONCTIONNELS D'EDUSIDA

### Fiches techniques

Il s'agit de fiches de deux pages résumant les principales questions relatives aux éléments essentiels de la réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et SIDA. Réparties sur les cinq éléments essentiels de cette réponse, toutes ces fiches sont destinées aux responsables des ministères de l'éducation et d'autres organismes chargés d'aider à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, à la définition des allocations budgétaires et à l'exécution des programmes à l'intention du personnel du secteur de l'éducation et des apprenants. Chaque fiche est censée constituer une référence autonome. Ensemble, elles apportent une série continue et détaillée de lignes directrices sur les activités requises pour faire face à l'épidémie au niveau national.

### Aperçus des ressources pratiques

Il s'agit de présentations succinctes de certaines des principales ressources relatives à différents éléments de la réponse - sur le plan des politiques et des programmes - du secteur de l'éducation au VIH et SIDA. Chacun de ces Aperçus contient un bref synopsis de chaque ressource, de sa finalité, de son contenu et de ses modalités d'accès.

Pour tout complément d'information et pour accéder aux ressources susmentionnées, voir <http://www.educaids.org>

Liste exhaustive des fiches techniques

Éléments d'une réponse globale	Intitulé des fiches techniques
<b>Éducation de qualité</b>	Éducation de qualité et VIH et SIDA Fonder la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA sur le respect des droits de l'homme Pour une approche sexospécifique des réponses du secteur de l'éducation Pour une éducation au VIH et au SIDA adaptée au contexte culturel Éducation des filles et prévention du VIH Éducation pour les orphelins et les enfants devenus vulnérables par le VIH et le SIDA Éducation au VIH et au SIDA pour les minorités Éducation au VIH et au SIDA pour les réfugiés et les personnes déplacées internes Prévention du VIH ciblée vers les populations clés Promouvoir une participation accrue des personnes vivant avec le VIH aux réponses du secteur de l'éducation
<b>Contenu, programmes et matériels d'apprentissage</b>	Des curricula pour l'éducation au VIH et au SIDA Combattre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH Éducation relative au VIH et au SIDA à l'école primaire Éducation relative au VIH et au SIDA dans l'enseignement secondaire Réponses de l'enseignement supérieur au VIH et au SIDA
<b>Formation et soutien des éducateurs</b>	Formation des éducateurs au VIH et au SIDA Créer un environnement favorable pour les enseignants dans le contexte du VIH et du SIDA Soutien psychosocial aux élèves affectés ou infectés par le VIH Renforcer les liens entre l'école et la communauté
<b>Politique, gestion et systèmes</b>	Politiques sur le lieu de travail en matière de VIH et SIDA dans le secteur de l'éducation Analyse de la situation, condition d'une réponse efficace du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Modèles de projection pour le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation Gérer les capacités humaines du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA Coordination et partenariats stratégiques en matière d'éducation au VIH et au SIDA Financement international de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Plaidoyer en faveur d'une réponse globale du secteur de l'éducation Suivi et évaluation des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
<b>Approches et points d'entrée type</b>	L'éducation fondée sur les compétences nécessaires à la vie courante pour la prévention du VIH Santé scolaire et prévention du VIH L'éducation au VIH et au SIDA des jeunes déscolarisés La prévention de la consommation de drogue dans le contexte de l'éducation au VIH et au SIDA L'alimentation scolaire et VIH et SIDA L'éducation au traitement du VIH et du SIDA Rôle de la communication et des médias dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Prévention conçue avec et pour les personnes qui vivent avec le VIH

Visitez le site Internet EDUSIDA, <http://educaids.org>, pour obtenir des versions à jour et des fiches techniques additionnelles ainsi que d'autres instruments de soutien à la mise en œuvre d'EDUSIDA. Toutes les ressources sont disponibles sur CD-ROM dans les six langues des Nations Unies (anglais, espagnol, russe, arabes, chinois) et en portugais.

## SITES WEB UTILES

- Réponse de l'UNESCO au VIH et SIDA  
<http://www.unesco.org/aids>
- EDUSIDA  
<http://www.educaids.org>
- ETII sur l'éducation de l'ONUSIDA  
<http://www.unesco.org/aids/iatt>

### Centres d'échanges d'informations de l'UNESCO sur l'éducation et le VIH et SIDA<sup>2</sup>

- Centre d'échanges d'informations sur l'impact du VIH et SIDA sur l'éducation - UNESCO IIEP  
<http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/>
- Banque mondiale de curricula d'éducation préventive sur le VIH et SIDA - UNESCO BIE  
<http://www.ibe.unesco.org/HIVAids.htm>
- Centre d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA - UNESCO Bangkok  
<http://www.unescobkk.org/index.php?id=436>
- Centre d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA pour l'Afrique orientale et centrale - UNESCO Nairobi  
<http://hivaidns.nairobi-unesco.org/>
- Centre régional d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA et l'éducation préventive - UNESCO Dakar  
[http://www.dakar.unesco.org/clearing\\_house/SIDA.shtml](http://www.dakar.unesco.org/clearing_house/SIDA.shtml)
- Base de données sur l'éducation et le VIH et SIDA - UNESCO Harare  
<http://www.harare.unesco.org/hivaidns/>
- Centro Virtual Regional de Distribución de Información sobre VIH/SIDA y Educación - UNESCO Santiago  
[http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev\\_en.php?ID=5334\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php?ID=5334_201&ID2=DO_TOPIC)

### Bureaux hors Siège de l'UNESCO

L'UNESCO dispose de bureaux hors Siège - bureaux régionaux, bureaux multipays et bureaux nationaux - dans les villes suivantes :

Abuja, Accra, Addis-Abeba, Almaty, Amman, Apia, Bamako, Bangkok, Beijing, Beyrouth, Brasilia, Brazzaville, Bujumbura, Le Caire, Dakar, Dar es-Salaam, Dhaka, Doha, Genève, Hanoi, Harare, La Havane, Islamabad, Jakarta, Kaboul, Kathmandou, Kigali, Kingston, Kinshasa, Libreville, Lima, Maputo, Mexico, Montevideo, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Phnom Penh, Port-au-Prince, Quito, Rabat, San José, Santiago, Tashkent, Téhéran, Venise, Windhoek et Yaoundé.

Pour tout complément d'information sur les bureaux hors Siège de l'UNESCO, voir la page Web : [http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL\\_ID=34016&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=34016&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

<sup>2</sup> L'UNESCO a fusionné tous ces centres d'échanges d'informations pour mettre en place un point d'accès unique à toutes ces bases de données : <http://hivaidsclearinghouse.unesco.org>

## Organismes qui coparrainent ONUSIDA

- Banque mondiale  
<http://www.worldbank.org/aids>
- FNUAP - Fond des Nations Unies pour la population  
<http://www.unfpa.org/hiv/index.htm>
- HCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  
<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/protect?id=401915744>
- OIT - Organisation internationale du Travail  
<http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/>
- OMS - Organisation mondiale de la santé  
<http://www.who.int/hiv/en/>
- ONUDC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
[http://www.unodc.org/unodc/drug\\_demand\\_hiv\\_aids.html](http://www.unodc.org/unodc/drug_demand_hiv_aids.html)
- PAM - Programme alimentaire mondial  
[http://www.wfp.org/food\\_aid/food\\_for\\_hiv/index.asp?section=12&sub\\_section=1](http://www.wfp.org/food_aid/food_for_hiv/index.asp?section=12&sub_section=1)
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement  
<http://www.undp.org/hiv/>
- Secrétariat de l'ONUSIDA  
<http://www.unaids.org>
- UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
<http://www.unesco.org/aids>
- UNICEF - Fond d'intervention des Nations Unies pour l'enfance  
<http://www.unicef.org/aids/>

## Perfectionnement et soutien des éducateurs

### **POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA**

La présente brochure est la troisième d'une série de publications consacrées aux principaux axes de travail de l'UNESCO sur le VIH, le SIDA et le secteur éducatif. Elle traite des questions qui concernent les éducateurs dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment la formation, la conduite à adopter, les soins et le soutien.

La brochure 1 explique pourquoi le VIH et le SIDA sont des questions importantes pour le secteur éducatif, recense les failles des politiques et programmes actuels, et souligne l'absence d'éléments d'information. La brochure 2 aborde les questions qui concernent les apprenants dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment les droits et l'accès à l'éducation, à la protection, à la connaissance et aux compétences, aux soins et au soutien. La brochure 4 porte sur le rôle et l'importance des partenariats stratégiques pour ce qui est de renforcer la réponse du secteur éducatif au VIH et au SIDA, tandis que la brochure 5 s'intéresse plus particulièrement à la question d'un enseignement efficace, à l'aide d'exemples concrets.

Ces brochures sont principalement destinées aux décideurs, gestionnaires et responsables de gouvernements, de bailleurs de fonds et d'ONG travaillant dans le secteur de l'éducation. Nous espérons qu'elles aideront également les directeurs d'établissements scolaires, administrateurs, professeurs principaux, enseignants et autres éducateurs à relever quelques-uns des défis que présente l'épidémie de VIH et de SIDA.

Pour plus d'informations sur le travail de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA, consulter le site : <http://www.unesco.org/aids>  
ou écrire à : [aids@unesco.org](mailto:aids@unesco.org)